

Le Couac



LA SOLDATE DE L'OCCIDENT À L'ASSAUT D'ALLAH

MARC-ANDRÉ CYR

Fort heureusement, le dernier livre de Djemila Benhabib ne fait pas l'unanimité. Pourtant, les commentateurs – du moins ceux qui ont été capables, contrairement à Guy A. Lepage, de lever les yeux de leurs (osties de) cartons – n'ont pas employé de mots assez forts pour le caractériser. Car ce livre, il faut le dire et le répéter, n'est rien de moins qu'une véritable et authentique horreur. La thèse de l'auteure? La gauche multiculturelle est « le cheval de Troie de l'islam politique ». Les barbus – du fond de leurs villages bombardés par nos armées? – mettent de l'avant un agenda diabolique. Et la gauche est à son service.

La preuve que ces « noces islamogauchistes » sont bien réelles est argumentée à grand coup d'anecdotes on ne peut plus pathétiques

Ce livre contient tous les clichés pistonnés médiatiquement par la droite occidentale et québécoise. Benhabib, tout comme ses collègues de Fox News et du Tea Party, en a assez d'être traitée, comme elle dit, de « raciste » et d'« islamophobe ». Assez de cette « rectitude politique » et de ce « régime de terreur intellectuelle » qui favorise l'ouverture à l'intransigeance. Assez de ces « idiots utiles, pétris de culpabilité coloniale » : il faut défendre les « valeurs universelles » de la civilisation! Elle en a également assez, tout comme ses amis du Journal de M..., de ceux qui veulent « victimiser les musulmans et culpabiliser les Québécois ». C'est pour cette raison que Benhabib, avec tout le courage que

ça prend, se porte ouvertement à la défense de la croix de Duplessis à l'Assemblée nationale, du code de vie d'Hérouville, de l'ADQ, de Benoit Dutrizac, de la prière du maire Tremblay à Chicoutimi, etc.

Amalgames utiles

Pour Benhabib, il suffit de ne pas s'opposer radicalement et *exactement* de la même manière qu'elle au voile pour faire de vous un « idiot utile ». Vous êtes avec elle ou vous êtes contre elle. Pour preuve, la chasseuse de sorcières affirme – au moins 400 000 fois – que la Fédération des femmes du Québec (FFQ) défend le port du voile. La position de la FFQ est pourtant claire à ce sujet, et se résume ainsi : « ni obligation religieuse, ni interdiction étatique ». La FFQ a donc une position anti-voile différente de celle de Benhabib et de ses amis d'Hérouville. Pourtant, l'auteure, toujours en phase avec la propagande brunâtre, affirme que la FFQ participe au « consensus pro-voile » qui affligerait aujourd'hui le Québec.

Mais il y a plus... car c'est littéralement d'alliance entre la gauche et l'islamisme dont parle Benhabib. La preuve que ces « noces islamogauchistes » sont bien réelles est argumentée à grands coups d'anecdotes on ne peut plus pathétiques : poignée de main de Tariq Ramadan (elle parle de lui au moins 800 000 fois) à José Bové; propos du très représentatif et influent militant Jaggi Singh, qui accuse la commission Bouchard-Taylor d'être « raciste »; conférence de Tariq Ramadan (on se demande ce qu'elle ferait sans lui!) lors d'un sommet altermondialiste, etc. Et c'est sans oublier notre Lénine national, notre guérillero

du Plateau : Amir Khadir, qui a déjà été assis à côté de – vous le devinez – Tariq Ramadan, et à qui elle consacre, sans toutefois avancer la moindre information litigieuse, un chapitre entier.

Au service de la guerre

Pourtant, si Benhabib était réellement à la recherche de fauteurs de haine, elle aurait pu en trouver quelques-uns fort influents. Et je ne parle pas ici des fous de Dieu qui siègent à Ottawa ou à Washington, mais bien de ces authentiques barbus qu'elle prétend prendre en chasse.

Joseph Gilles Breault, alias « Dr Youssef Mouammar » alias « Abou Djihad », et Mubin Shaikh, en sont deux exemples bien documentés¹. Shaikh a été l'un des plus grands défenseurs des tribunaux islamiques en Ontario, de même que l'un des membres de la « cellule terroriste » de Toronto arrêtées en 2006. Mouammar, pour sa part, a écrit des dizaines d'articles à saveur islamiste radicale dans la presse à grand tirage et a été porte-parole, de 1989 à 1994, de nombreuses organisations islamiques. Ces deux hommes ont profité de larges tribunes médiatiques afin de diffuser leur message fondamentaliste et religieux. Pourquoi Benhabib n'en souffle mot? Pourquoi préfère-t-elle allait renifler l'odeur éculée des souliers de Khadir plutôt que de parler de ces cas drôlement plus importants? Serait-ce parce que Mouammar et Shaikh ont été informateurs du Service de renseignement et de sécurité canadien (SCRS) pendant de longues années? Serait-ce que d'exposer ces cas nous permettrait de comprendre qui a intérêt à mettre de l'avant la menace islamiste? Benhabib, un jour, rencontrera peut-

être un journaliste qui sait faire son métier, et qui lui posera la question...

En attendant, parfaitement en phase avec son époque, ce brûlot mouillé est d'une grossièreté à rendre jaloux n'importe quel animateur du Canal V.



Seulement, et c'est précisément pour cette raison que ce livre est une horreur, la charge est faite, comme Benhabib le dit elle-même, au nom du féminisme et des valeurs progressistes. N'était-ce pas elle qui parlait d'« idiots utiles » aux soldats d'Allah en Amérique? Qu'en est-il, alors, des « idiots utiles » au chauvinisme, à l'impérialisme, au colonialisme et à la guerre? Des esprits libres, sans aucun doute. Libres et « courageux ». Car il en faut du courage, en 2011, pour se porter à la défense de la toute petite et fragile civilisation occidentale menacée par les barbus et les socialistes. Vraiment...

Djemila Benhabib, *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'Occident*, Montréal, VLB, 2001.

¹ Alexandre Popovic, « SCRS et médias (1 de 5) - Des informateurs qui se prennent pour des leaders musulmans », article disponible sur le site Cent Papiers. Tout comme Benhabib, Popovic tient pourtant la vaste majorité de ses informations des journaux à grands tirages.

Du sous plagiât

Non contente d'avoir déjà par le passé édulcoré le seul slogan digne de ce nom pour un journal (« Je pense donc je nuis », celui du Couac, comparé au super original « Je pense donc je lis... de La Presse »), l'organe de propagande capitaliste à Desmarais nous pique maintenant le beau carré rouge qui orne le haut de la une de votre canard préféré depuis des années maintenant! Si seulement ils n'avaient pas barbouillé ledit carré avec le nom de leur torchon, ça aurait au moins servi à appuyer la lutte contre la hausse des frais de scolarité...

LA PRESSE

Liker, c'est voter



EVE-LYNE COUTURIER

Vous avez vu le déferlement démocratique au Moyen-Orient? C'est moi. Occupy Wall Street aussi, d'ailleurs. Tout moi. Si si. J'ai retweeté avant tout le monde, et en direct, les manifestations de la place Tahrir. J'ai commenté les statuts de mes ami-e-s sur Facebook sur la nécessaire révolte des peuples opprimés. Mieux encore, j'ai mis des statuts pleins d'esprit sur mon mur, et ils ont été « likés » à plus d'une reprise. Sans même y penser deux fois, j'ai repris des photos de manifestants brutalisés par la police. Tellement subversive, je collabore à la diffusion de « mèmes » en récupérant des déclarations et des photos, comme celle de ce policier qui asperge de poivre des militant-e-s pacifiques. Dans ta face Pink Floyd! Comme vous pouvez le voir, la révolution, j'y participe activement.

Les politicien-ne-s n'ont qu'à bien se tenir. Je les observe du haut des réseaux sociaux. Moi et mes 438 ami-e-s, les avons à l'œil. Sur Twitter, le nombre de mes « suiveurs » augmente à tous les jours. Je suis une machine à diffuser et il me suffit de 140 caractères pour envoyer une phrase assassine aux ennemis de la liberté et de la solidarité. Je tweete, retweete et commente-retweete. Je +1, like, partage.

Et regardez comme ça fonctionne! Les vidéos YouTube se multiplient pour m'applaudir dans ma démarche. Je ne compte plus les images de phrases « punchées » que j'ai montrées à mon réseau. En plus, on voit de plus en plus de personnes m'accompagner dans cette stratégie. Je ne suis pas seule. De

plus en plus, je vois les mêmes liens, les mêmes photos tourner en boucle autour de moi. La force du nombre. Nous finirons bien à arriver à la fin de ce système. On y travaille.

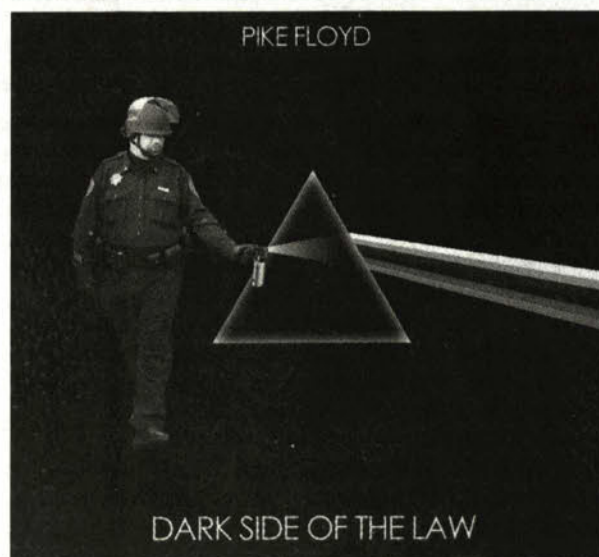
Quoi? Sortir dehors dormir sous une tente? C'est qu'il fait froid... J'ai entendu dire qu'ils ont eu des problèmes avec des itinérants en plus. Mais rassurez-vous! Je suis amie avec « Occupons Montréal » sur Facebook et je « like » tous ses statuts. Aller manifester pour les frais scolaires? Il pleuvait, vous savez... J'ai préféré rester en dedans et retweete tous les articles qui en parlaient. Gros succès qu'ils ont dit!

Les événements récents ne sont pas les seuls moments où j'ai fait vibrer ma fibre militante. Comme plusieurs centaines de milliers de Québécois-es, j'ai signé la pétition virtuelle pour demander la démission de Jean Charest et j'ai encouragé tous mes ami-e-s à faire pareil. Je n'ai pas voté pour ça! Bon, je n'ai pas voté du tout, mais c'est que ça ne rentrerait pas dans mon horaire. Je voulais vraiment y aller, mais entre le travail, le 5 à 7 et le yoga, les bureaux de scrutins étaient fermés quand j'ai enfin eu le temps de m'y rendre.

Qu'à cela ne tienne. *Knowledge is power* qu'ils disent, et personne ne peut prétendre que je n'en ai pas, que je n'en produis pas. Non seulement je ris des caricatures trouvées sur le site du *Devoir*, en plus, je le dis à tout le monde que la dernière de Gagnotte est vraiment lol. Entre mes statuts sur le froid qui va et qui vient en novembre et les infographies trop malades du *New York Times* (parce que, en passant, je lis beaucoup d'articles de sources variées, regardez mon mur si vous ne me croyez pas), je trouve le temps d'ajouter

des ami-e-s à mes cercles Google+ et d'étendre ainsi l'influence de mon action. Un statut à la fois.

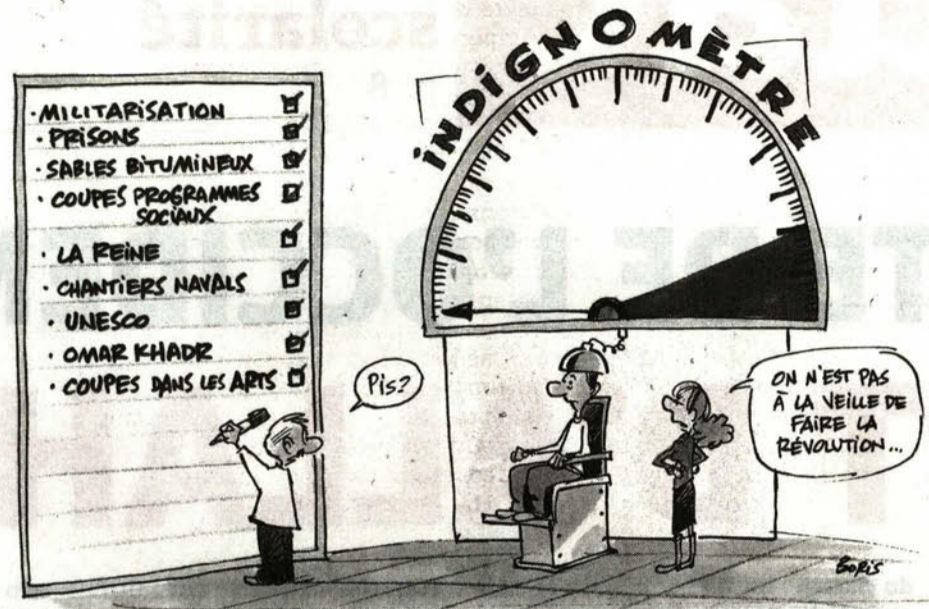
Agir dans le vrai monde? C'est tellement génération X. Non, pire. Boomer. Ouais. Ou peut-être est-ce génération Y? Je ne sais plus. Mais ce n'est plus de mon âge, ou ce ne l'est pas encore. Je laisse à d'autres. Ils font tellement bien ça. Et puis il faut respecter la diversité des tactiques : vous dans la rue, dans les organisations sur le terrain, et moi, dans mon salon, bien confortable avec mon macbook pro en train de live tweeter. Tout le monde en parle. D'ailleurs, ne vous gênez pas pour me liker. Parce que liker, c'est voter.



PLOGUES



agora



Steak haché a ouvert la voie, **Le pied nu dans un orteil** entend la poursuivre. Nous accueillons vos textes et vos dessins selon le principe énoncé par **Steak Haché anthologique** : Tous les textes reçus, sauf cas extrême, y sont accueillis et publiés, sans discrimination qualitative, avec ce que cela comporte de ratés.

En conséquence **Le pied nu dans un orteil** est la seule revue poétique qui demande des techniques précises et variées, une connaissance du droit commercial et de la fiscalité. La poésie et la littérature manquent cruellement de diplômés d'État, de chefs de station, d'inspecteurs de police, d'officiers radio, de comptables qualifiés. Si vous cumulez toutes ces attractions, vous avez le maximum de chances possibles de paraître dans les pages de **Le pied nu dans un orteil**.

Votre avenir est dans **Le pied nu dans un orteil**, les raisons de votre participation sont bien connues :

- Vous n'avez plus confiance en vous
 - La gratuité vous rend nerveux
 - Vous haïssez les experts comptables
 - Vous regrettez la vie des colonies
 - Le nom de Duchesneau vous fait penser au porc du Québec
 - Vous souhaitez devenir journaliste militaire
 - Vous pensez déménager en Lybie, en Afghanistan ou à Val-Cartier
 - Vous trouvez la littérature québécoise bizarrement poilue
 - Vous criez au génie quand vous entendez sa belle langue de feu sale éventer la face de Charest
 - Vous avez une vie pleine d'attraits dont la principale caractéristique est de mettre du citron dans la bière
 - Votre indépendance d'esprit vous conduit à vouloir un poste à Radio Canada
- Alors, jeunes filles & jeunes gens, pourquoi hésiteriez-vous à déposer vos textes ou vos dessins à la librairie **Le Chercheur de trésors**, 1339 rue Ontario Est? Votre jeunesse impatiente y trouvera les plus grandes possibilités d'avenir et de nombreux débouchés poétique et littéraire et l'avantage d'être plus vivant.

Date de tombée 25 décembre 2011

Courrier

En réponse à « Occupons tout, ne revendiquons rien »

Quelle déception de lire l'article « Occupons tout, ne revendiquons rien », d'Émilie « Rabat-joie » Joly dans *Le Couac* de novembre dernier. Si le mouvement d'occupations - comme tout mouvement social - doit être reçu avec un regard critique, il ne mérite aucunement d'être raillé de la sorte.

On ne sait plus si on lit *Le Journal de Montréal* lorsqu'on voit l'occupation comparée à Woodstock en Beauce. On sent la condescendance lorsque l'activité est qualifiée de « louable », alors que l'auteure accorde quelques qualités au mouvement. Bien vite, cependant, le pot suit les fleurs : l'unité recèle un danger. L'absence de demandes claires risque de faire dégénérer l'occupation en spectacle. On reproche même aux médias dominants « d'oublier de mentionner la cacophonie ambiante et les procédures déficientes »! Je ne croyais pas, de mon vivant, lire *Le Couac* un article dénonçant la complaisance des grands médias à l'endroit d'un mouvement qui attaque avec courage l'ordre établi.

En reprochant au mouvement son absence de revendications claires, l'auteure rejoint le bruit médiatique ambiant et néglige que ce qui rend ce mouvement subversif, c'est le fait qu'il ouvre un espace où tout peut être mis sur la table : destruction de l'environnement, putréfaction de la démocratie, arrogance de l'oligarchie. Ne serait-ce que pour cela, la contribution d'Occupons Montréal devrait être saluée, et mérite bien mieux que des remarques ringardes, style « c'était bien mieux dans l'temps ».

J'ai fait partie de la CLAC au moment du Sommet des Amériques et j'adhère sans réserve au concept de la diversité des tactiques. Mais lorsqu'un mouvement développe des positions et des stratégies qui lui permettent de bâtir une base large sans perdre sa charge critique, il gagne mon respect, même si ses choix ne sont pas exactement les miens. Le respect de la diversité des tactiques se comprend aussi ainsi. Il peut être rassurant de détester les policiers et confortable de se retrouver entre anars convaincus, mais ce n'est pas ce qui fera tomber le régime. Ce ne sera sûrement pas l'occupation non plus, mais le succès de leur action jusqu'ici mérite à tout le moins un minimum de considération.

Occupons Montréal est loin d'être parfait et m'amène moi aussi des réserves importantes. Mais à une époque où l'overclass perfectionne le fascisme à la sauce 21^e siècle, la dernière chose dont nous avons besoin est d'une critique menant tout droit au sectarisme qui a tant nui à la gauche radicale québécoise depuis des décennies.

PHILIPPE DE GROISBOIS

Le pétrole à crédit: La fête est finie

Dans l'ouest canadien au cours des années 80, on avait découvert un gisement de pétrole sur une réserve autochtone. Pour une rare fois dans l'histoire de l'Amérique, le pactole de la manne pétrolière fut distribué de façon équitable parmi la petite communauté des Premières nations. L'année de la découverte, les adultes qui reçurent leur part demeurèrent anonymes. Toutefois les jeunes de moins de 18 ans recevaient environ 200 000 \$ à leur majorité et faisait par la suite de façon macabre la une des journaux. Pour cause, un très grand nombre de ceux-ci menaient une vie de débauche jusqu'à épuisement de leur compte en banque pour ensuite se suicider. Cette situation est le miroir de notre civilisation occidentale.

En effet, nous aurons bientôt consommé la presque totalité du pétrole de la planète. Cette énergie a été créée par un lent travail de la nature sur une période de 5 à 400 millions d'années (*temps géologique*) et aura probablement disparu en moins de 200 ans (*temps humain*). L'humanité, ou plutôt l'Occident, a gagné à la loterie 6/49. Elle a un énorme compte en banque et elle le dépense de façon frivole. Produire une calorie de nourriture aujourd'hui demande l'équivalent en pétrole de 10 à 100 calories. Notre système économique fonctionne de façon exponentielle avec une quantité d'énergie finie dans un espace fini, la planète. Notre civilisation ne peut donc pas continuer sur cette voie, c'est mathématiquement impossible. Un baril de pétrole est équivalent au travail de 12 personnes à 40 heures par semaine pendant 1 an. Il nous est impossible de remplacer cette énergie presque gratuite dans un laps de *temps humain*. Selon la pétrolière Shell, il faudrait découvrir l'équivalent de quatre Arabie Saoudite d'ici 10 ans pour maintenir la consommation actuelle; cela est sans compter la croissance de la Chine et de l'Inde qui représentent à elles seules, le tiers de la population mondiale.

L'agence internationale de l'énergie (AIE) fondée par l'OCDE en 1974, suite au premier choc pétrolier, a reconnu dans un rapport que la production maximale de pétrole mondiale à partir du brut avait atteint un sommet en 2006, l'année référence pour le PIC PÉTROLIER. De ce fait nous sommes sur la pente descendante, en une lente diminution de 6 % à 9 % de la production par année. Bienvenu dans l'ère du pétrole cher, la moitié du compte de banque 6/49 est vide.

Oui, mais on fait de nouvelles découvertes diront certains! Le PIC DES DÉCOUVERTES a été atteint dans les années 70. La production actuelle est de 82 millions de barils par jour. Les nouveaux puits ne fournissent souvent même pas la quantité annuelle de la demande.

Et les sables bitumineux, diront les autres! Pour produire trois barils de pétrole albertain, l'industrie

en consomme deux. Pour obtenir une partie de ce pétrole, l'on salit quatre à dix parties d'eau. Les vues aériennes de ce secteur nous montrent des paysages lunaires où les habitants subissent une épidémie de cancer. C'est une catastrophe écologique visible de l'espace; dans un contexte de surpopulation et de raréfaction de l'eau douce, le choix entre le plein d'essence et le besoin de boire s'oppose. Ce dilemme est encore plus criant lorsque l'on propose de transformer l'agriculture, base de notre nourriture, en éthanol. De toute façon la totalité des terres cultivables de la planète ne suffirait pas à fournir la demande actuelle de carburant.

Et le Grand Nord? Grâce à la technologie on pourra maintenant forer en haute mer, par grand vent, sous la couche de glace, à des températures pas possible. Les Russes sont en train de fabriquer, en collaboration avec des corporations états-uniennes et européennes, une plate-forme pétrolière alimentée en électricité par une centrale électrique nucléaire adaptée d'un sous-marin militaire... Fukushima et DeepWater combinés, un nouveau sommet! L'alternative par la liquéfaction du charbon est techniquement le seul sursit plausible. On pourrait avoir un court répit car les réserves mondiales de charbon sont censées pouvoir nous fournir encore pendant 200 ans. Sa combustion pollue l'air quatre fois plus que ne le fait le pétrole et il faudrait transformer de très grandes régions de la planète en paysage lunaire, comme l'ensemble des Appalaches par exemple.

Je ne suis pas membre d'une secte écologiste dont le pape serait Al Gore. Mon but est seulement de piquer la curiosité. Après tout, on peut également voir que le compte de banque 6/49 est encore à moitié plein. Cela nous donne le temps d'envisager des alternatives : voyez ce que sont la simplicité volontaire et les objecteurs de croissance, faites du vélo, abonnez-vous à *communauto*, utilisez le transport en commun et ayez à l'esprit que dans l'après pétrole seulement le 1 % des plus riches pourra prendre l'avion. Le scepticisme et l'esprit critique sont une saine gymnastique intellectuelle. Allez donc vous-même vous informer, vous pourrez alors juger si le pétrole est bien de l'*or noir*, ou comme les Vénézuéliens l'appelle : la *merdia del diablo!*

PATRICE ROY
COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT TCA-510

POUR S'ABONNER

- Un an : 40 \$ (taxes incluses)
- Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
- Abonnement institutionnel et de soutien : 70 \$ (taxes incluses)
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 300 \$ (taxes incluses)
- Abonnement d'un an à l'étranger : 55 \$ (taxes incluses)
- Abonnement « spécial 5 numéros » : 20 \$ (taxes incluses) (une bonne façon de nous découvrir...)

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues
Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
514.596.1017

Le Couac recrute

Vous êtes un journaliste ambitieux et désirez faire valoir un point de vue objectif sur l'état du monde? Allez vous faire voir... Pour les autres, ceux et celles qui veulent écrire afin de dénoncer la bêtise humaine, la stupidité de notre élite, les privilèges des riches et des puissants, *Le Couac* attend avec fébrilité votre prochaine contribution.

Contactez-nous! C'est peut-être votre dernière opportunité de devenir une nuisance sociale!

Ecrivez-nous : info@lecouac.org

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
CO-RÉDACTEURS EN CHEF Bruno Dubuc, Emilie Joly, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Youri Andreievitch, Rémi Arsenault, Isabelle Baez, Aldemar Bécane, Luc Benoît, Gabrielle Brassard-Lecours, Eve-Lyne Couturier, Marc-André Cyr, Jean-René David, Dror, Martin Dufresne, Duhaïne, Francis Dupuis-Déri, Philippe Hurteau, Eve-Marie Lacasse, Yeun L-Y, Eric Martin, David Murray, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Ramon Vitesse.

CORRECTION Isabelle Baez

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotov.ca

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR LMP

Abonnement et publicité : 514.596.1017

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369

Imprimé au Québec

Stephen Har-peur fait de plus en plus peur

ÈVE-MARIE LACASSE

Depuis l'élection de ses conservateurs en mai dernier, où la majorité leur a été con-sacrée, on en finit plus de découvrir à quel point Har-peur est un homme charmant... qui aime les armes.

Un Canada de plus en plus militarisé

On le sait, on n'en fera pas la démonstration ici, avec Har-peur, on est très loin du Canada de Lester B. Pearson (arrêtez de revenir avec ça!). Son programme politique? Non, ce n'est pas de promouvoir le port du condom pour se protéger des ITSS (franchement!). Le Canada est menacé de toutes parts : par les barbus, par les indignés, par les anticapitalistes, par les immigrés, par les autochtones, les souverainistes... Et pour cela, il y a une seule solution : toujours plus de guns! Et pas juste pour « nos » soldats, mais bien pour qui en voudra un.

Voici quelques faits saillants de la feuille de route qui détaille le goût de Har-peur pour les armes et pour un Canada de plus en plus agressif.

Les dépenses militaires

Une étude produite par le Centre canadien des politiques alternatives (CCPA) sacre le Canada champion des dépenses militaires. Le budget alloué au poste de la Défense équivaut à 22 milliards de \$, soit un des plus haut taux de dépense de son histoire. Selon l'étude du CCPA, le Canada dépense 1,5 % de son PIB dans le secteur des dépenses militaires. (Les fameux avions de chasse F-35 font partie du lot.) Ce

1,5 % est supérieur à l'investissement de la majorité des pays de taille équivalente sur la scène internationale. Pourtant, le Canada bénéficie d'une situation géopolitique calme et n'a aucun ennemi potentiel qui pourrait menacer son territoire (sauf si on pense aux barbus, aux indignés, aux anticapitalistes, aux immigrés, aux Autochtones, aux souverainistes...)

Registre des armes d'épaule

C'était une promesse solennelle qu'Har-peur a faite à ses troupes l'automne dernier. Il démantelerait coûte que coûte ce foutu registre des armes à feu. Aussitôt majoritaire, aussitôt fait. Ce projet de loi est adopté en première lecture sous le bâillon au début novembre. Il est évidemment impératif que tous les Canadiens (et non, je ne féminiserai pas ici) qui souhaitent se doter d'une arme puissent le faire sans problème. Et l'enregistrement de son arme en est tout un, évidemment. Mieux que ça, ce nouveau projet de loi d'Har-peur va plus loin que l'abandon de l'obligation d'enregistrer son arme à feu. N'importe qui pourra maintenant acheter une arme sans faire contrôler son permis de port d'arme par le vendeur. Rassurant, n'est-ce pas?

Les femmes dans l'armée : un passé glorieux

Octobre est le mois de l'histoire des femmes. À chaque année, Condition féminine Canada dévoile son thème (toujours novateur). En 2011, le thème était les femmes dans l'armée. C'est vrai que les femmes dans l'armée c'est une bataille majeure du mouvement des femmes canadien. Aucune autre question n'est plus

centrale que celle-là actuellement : l'équité salariale, le droit à l'avortement et à la contraception, la pauvreté de plus en plus grande des femmes de plus en plus grande, la violence à leur endroit qui ne diminue pas (non, le registre des armes d'épaule n'est pas un outil concret, arrêtez de revenir avec ça!), le retour à la sphère domestique vu la privatisation de plus en plus importante des services publics, les publicités sexistes... tout ça, ce sont des brouilles.

La commémoration du 200^e anniversaire de la guerre de 1812

En 1812, nos amis les Américains sont choqués contre la Couronne britannique et décident donc d'envahir le Canada pour l'agacer. Qu'à cela ne tienne, des milices de francophones, d'anglophones et d'Autochtones s'unissent pour les arrêter. Bravo, ça a fonctionné. Pour remercier tout ce beau monde, 200 ans plus tard, on commémore cette « grande » bataille. (D'ailleurs, des autobus iront chercher les Autochtones dans leurs réserves pour qu'ils puissent participer comme tout le monde.) On parle rarement de cette guerre, (à part dans les cours d'histoire de secondaire IV). Qu'à cela ne tienne, Har-peur la remet sur la map, parce qu'un « grand » fait d'arme de notre histoire. La reconstruction de notre histoire militaire ne fait que commencer.

C'est un tout autre projet de société que Har-peur nous impose, quoique les autres projets de société des gouvernements antérieurs n'étaient pas roses eux non plus...C'est un projet de société basé sur la création de fausses peurs (des Har-peurs) et sur la seule réaction possible, le port d'armes (et non, pas du condom, arrêtez-donc de revenir avec ça!).

THINK BIG

Après avoir recouvert le problème de l'îlot Voyageur sous une énorme toile de 60 000 \$, le gouvernement du Québec songe maintenant à installer un immense tapis dans Hochelaga-Maisonneuve pour balayer la pauvreté en-dessous.

MUSIRONIE

Narcissisme économique

Lors d'une entrevue donnée la semaine dernière, l'ancien premier ministre Paul Martin dit s'inquiéter du comportement des banques, tout en se réjouissant qu'on lui demande encore son opinion.

MUSIRONIE

LES TRADITIONS EUROPÉENNES

De la même façon que la démocratie fut inventée en Grèce, le fascisme est aussi une tradition européenne, originaire d'Italie. Voyons comment ces traditions se portent, un siècle ou plusieurs millénaires après leur essor.

DROR

Économie

L'ordre des conseillers financiers rappelle à la population que le meilleur moyen de se sortir de la spirale de l'endettement est de devenir très riche.

MUSIRONIE

Grèce

Suite aux pressions du FMI, le référendum sur les mesures d'austérité a été remis aux calendes grecques.

MUSIRONIE

Commission d'enquête sur la construction

Le premier Ministre Jean Charest a fait part de ses trois priorités : protéger ses arrières, protéger les donateurs du Parti Libéral du Québec, et arrêter un coupable le plus proche possible du Parti Québécois.

MUSIRONIE

Saputo à Marie-Victorin : l'îlot Voyageur de l'Est?

PHILIPPE HURTEAU

Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques

Il n'y a pas que les promoteurs de condos qui s'intéressent soudainement à l'est de la ville qui aura bientôt son train. Il y a aussi Joey Saputo, propriétaire de l'Impact FC, qui salive à l'idée d'installer « Académie » de son joujou au Cégep Marie-Victorin. L'entreprise qu'il préside, la multinationale Saputo, est établie depuis belle lurette à l'est (St-Léonard) mais la nouvelle expansion, financée avec des deniers publics et aux dépens de la mission éducative d'un cégep, aura de quoi indisposer davantage que le fromage du *Cavalière di Montreal*.

En effet, le conseil d'administration du Cégep Marie-Victorin devra décider s'il approuve un projet d'association d'une durée de 25 ans avec l'Impact de Montréal. En vertu de cette entente, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et l'Impact investiront chacun plus de 4 M\$ dans la construction et la rénovation de terrains de soccer et de bâtiments de service. Le Cégep déboursera à son tour un 4 M\$ supplémentaires pour construire des nouveaux locaux d'enseignement, une somme qu'il amassera à même le loyer payé par l'Impact.

Avant qu'une institution publique donne son aval à une telle entente, il est indispensable de s'interroger sur la logique qui sous-tend ce type d'accords avec des vendeurs de fromage et des joueurs de soccer dans le réseau d'éducation au Québec. Au premier coup d'œil, la nouvelle aurait de quoi réjouir les acteurs du milieu et les observateurs. D'un côté, un cégep qui manque cruellement de locaux. De l'autre, une équipe professionnelle qui fait son entrée dans les grandes ligués (MLS) et doit former des équipes juniors pour se conformer aux règles du circuit. Les deux parties s'associent pour combler leurs besoins respectifs.

Toutefois, en scrutant plus attentivement l'annonce, on trouvera matière à questionnement. À qui profitera réellement le partenariat? L'arrimage des établissements d'éducation aux partenaires privés tend non seulement à amputer la faculté de distanciation nécessaire à un enseignement et une recherche de qualité, mais il se traduit régulièrement par la subordination des établissements publics à des intérêts privés.

Dans le cas de l'Impact qui s'apprête à s'établir au Cégep Marie-Victorin, des terrains seront réservés à l'usage exclusif des joueurs d'élite juniors au détriment des étudiantes et étudiants du collège. Puisque les investissements visent en priorité le développement des rangs juniors de l'Impact, elles ne permettront qu'indirectement d'améliorer les ressources éducatives par la construction d'un édifice dont bénéficieront les étudiants de réadaptation physique, une construction dont les coûts sont estimés à 2,3 M\$ soit bien moins que les 8 M\$ d'argent public investis dans le projet.

Ce type de partenariat illustre adéquatement l'un des principaux problèmes de notre réseau postsecondaire d'éducation : le recours à des partenariats publics privés (PPP) de plus en plus élaborés afin de détourner des ressources financières devant servir l'enseignement, à la formation et à la recherche au profit d'intérêts corporatifs.

Autre anomalie, l'administration de ce cégep n'est visiblement pas indisposée par le succès mitigé que rencontre le Centre d'activités physiques et communautaires de l'est (CAPCE), un autre centre sportif bâti en PPP sur son campus. La location de plateaux y est si dispendieuse que l'association de soccer de Montréal-Nord doit se résoudre à louer des espaces à Laval et même à Brossard!

Ces incongruités sont incompréhensibles si l'on ignore la dynamique à l'œuvre dans le développement actuel des services publics où le secteur privé est souvent perçu comme un partenaire indispensable, voire providentiel. Mais comme les intérêts de ce dernier sont rarement compatibles avec ceux du public, le résultat de ces ententes est hasardeux. Les terrains de soccer du Cégep de Marie-Victorin en sont un nouvel exemple.

D'ailleurs, les loyers qui financieront la construction d'un nouveau pavillon au cégep seront-ils toujours là? Que se passera-t-il si le partenaire privé, dans ce cas-ci l'Impact, disparaît? Ce pari risqué n'est pas sans rappeler le lamentable fiasco de l'îlot Voyageur au centre-ville.

Oui, la logique et le bien de l'éducation devrait motiver les administrateurs du cégep à rejeter ce pacte pendant qu'il est encore temps. Mais, pensez-y une seconde : et si Joey Saputo, offensé d'être ainsi rabroué, décidait... d'entrer en politique? Ne risquons pas un Berlusconi au Québec, donnons le cégep à Saputo.

Premièrement, en Grèce, un premier ministre, pas très progressiste mais arrivé au pouvoir par la voie démocratique, propose un référendum le 31 octobre 2011, outil démocratique par excellence, pour demander au peuple grec s'il approuve les mesures économiques qu'il s'apprête à prendre. Le tollé suscité auprès de ses collègues politiques, en Grèce et dans le reste du monde, le pousse à la démission moins d'une semaine plus tard. Au lieu d'appeler à de nouvelles élections, ces mêmes collègues le remplacent par un technocrate choisi... on ne sait pas trop comment (on y reviendra). Entre temps, plus personne ne parle de référendum.

Deuxième exemple, l'Italie, où un premier ministre, franchement réactionnaire mais qui a, lui aussi, régulièrement emporté des scrutins démocratiques depuis une quinzaine d'années, est également poussé à la démission. Là encore, il est remplacé par un technocrate qui « fait l'unanimité » auprès de la classe politique italienne et des chefs d'État européens. Il fait tellement l'unanimité... que personne ne juge nécessaire de demander son avis au peuple par voie électorale.

Enfin, troisième cas, tous les États de l'Union Européenne ont confié, depuis 1998, la direction de leur politique monétaire à la Banque Centrale Européenne (BCE), dirigée par des « experts » en matière bancaire, nommés à cette place par les chefs d'États européens. Cette même semaine folle qui a vu deux premiers ministres européens remplacés coïncide avec celle du remplacement du président de la BCE par un nouvel « expert » dont les décisions ne seront contrôlées ni par le peuple ni même par le Parlement européen.

Cette mascarade anti-démocratique européenne fait suite à la première trahison du genre, celle qui avait suivi le fameux référendum sur la Constitution européenne en 2005. En France et aux Pays-Bas, le peuple souverain s'était clairement exprimé contre le texte qu'on lui proposait. Les dirigeants en avaient déduit que le peuple n'était pas fiable, que le référendum était une erreur, et qu'ils n'étaient pas tenus de le suivre. Ils avaient alors imposé la constitution qui avait été rejetée démocratiquement, en jurant qu'on ne les y reprendrait plus, ce qui se confirme aujourd'hui...

Inévitablement depuis, le peuple a cessé de croire au processus démocratique, vote de moins en moins et perd progressivement confiance en ceux qui le gouvernent. Un pas de plus, et l'on pourra faire l'économie des élections, ce qui vient de se passer en Grèce et en Italie. Encore un pas, et on instaurera le fascisme, c'est-à-dire un régime autoritaire et potentiellement violent. Quelle sera l'autorité qui prendrait alors le pouvoir? Pour nous aider à répondre à cette question, voyons qui sont les trois nouveaux nommés : Lucas Papadémos en Grèce, Mario Monti en Italie et Mario Draghi à la BCE, ceux qu'on a appelés les « pompiers pyromanes »¹.

Dans les années 2000, tous les trois occupaient des postes qui les ont rendus complices des trucages bancaires ayant contribué à la crise financière de 2007, à la crise économique qui a suivi, à la crise de la dette publique qui frappe aujourd'hui plusieurs États européens, et à la crise sociale qui arrive à grands pas. Ces postes étaient tous liés à des banques centrales ou à des banques privées, et en particulier à l'empire bancaire *Goldman-Sachs*, dont Mario Draghi fut vice-président pour l'Europe entre 2002 et 2005 et dont Mario Monti est conseiller international depuis 2005. De là à dire que *Goldman-Sachs* a volontairement ruiné la Grèce et l'Italie, comme il avait volontairement ruiné la banque *Lehman Brothers*, pour mieux en ramasser les morceaux, il n'y a qu'un pas que je ne franchirai pas, car d'autres l'ont fait mieux que moi².

Quelle que soit la manière dont ces experts auto-proclamés ont pris le pouvoir, et quelles que soient leurs motivations, une solution s'impose naturellement : il est urgent que le peuple reprenne ce pouvoir, pour qu'enfin les décisions soient prises en faveur du plus grand nombre et non plus au profit de quelques banquiers. En effet, alors que la démocratie recule, il serait temps de s'inspirer d'autres traditions européennes que le fascisme : et pourquoi pas l'anarchisme pour changer?

¹ BCE, Italie, Grèce : les pyromanes prennent le pouvoir (Yovan Menkevick) <http://reflets.info/bce-italie-grece-les-pyromanes-prennent-le-pouvoir/>

² Voir par exemple *The Shock Doctrine* de Naomi Klein ou *Inside Job* de Charles Ferguson, http://www.dailymotion.com/video/xik4kx_debtocracy-international-version_shortfilms

Journée du Souvenir Ce que les morts nous apprennent

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

La Journée du souvenir du 11-Novembre, qui marque l'anniversaire de l'armistice et de la fin de la Première Guerre mondiale, offre une occasion idéale pour se rappeler des morts qu'a entraînés la guerre en Afghanistan. Les estimations modérées évoquent plus de 30 000 morts chez les Afghanes et les Afghans. Au pays, on préfère célébrer les quelque 158 soldats canadiens morts dans cette guerre inutile. En fait, deux militaires canadiens ont perdu la vie en permission. Il n'y a donc que 156 militaires canadiens morts en sol afghan, ce qui est bien peu pour une guerre qui dure depuis 10 ans. Or ces morts ont bien des choses à nous apprendre sur cette sale guerre.

Mourir en Afghanistan

De ces 156 militaires, à peine 14 % sont morts au combat, soit la forme glorieuse de mourir dans l'imaginaire militariste. Par ailleurs, la majorité de ces Canadiens morts au combat ont perdu la vie dans des embuscades, soit pris par surprise.

Il n'y a donc que 5 % de morts dans de véritables combats. C'est un tout petit peu plus que le nombre de militaires dont la cause du décès n'a jamais été révélée au public canadien, et qui ont été retrouvés morts dans leur tente ou leur bureau (s'agit-il de suicides?).

Mais il y a eu plus de militaires tués par des tirs accidentels, soit des tirs amis ou lors d'exercices, qu'en situation de combat. De même, les pertes occasionnées par de simples accidents (7 %) sont plus élevées que les morts au combat : accidents routiers, écrasement d'hélicoptère, chute mortelle d'une tour de communication ou dans un puit, lors d'une patrouille de nuit.

Enfin et surtout, 70 % des militaires canadiens morts en Afghanistan ont perdu la vie dans des explosions surprises de voitures piégées, de mines ou de bombes dites « artisanales ».

La guerre contre la terreur, vraiment ?

En Afghanistan, on imagine donc « nos » soldats dans des véhicules blindés, recroquevillés, tout piteux et rongés par l'anxiété, suants comme dans une fournaise et prêts à s'engueuler pour un rien, tant les tords la peur d'être broyé d'un coup par la tôle tordue sous le souffle d'une explosion. Il n'y a le plus souvent même pas de combat, mais seulement la terreur qui vous habite, alors qu'on pensait lui faire la guerre... Malgré tout son entraînement et la supériorité technique de son armée, le soldat canadien en Afghanistan ressemble finalement au rebelle qui se fait tuer sans voir l'ennemi, par un missile tiré d'un drone piloté à distance. Tout comme les résistants afghans qu'il combat, le soldat canadien attend une mort par surprise et contre laquelle il ne peut rien faire, puisqu'il a décidé de participer à l'occupation d'un pays où l'on pose des bombes au bord des routes pour faire comprendre aux envahisseurs qu'ils ne sont pas les bienvenus.

Comme pour le mouton que le Petit Prince demande qu'on lui dessine, le prochain croquis pour un monument aux soldats morts en Afghanistan ne représentera qu'un véhicule blindé. « Et le soldat ? », demanderont à l'artiste les fonctionnaires du ministère de la guerre qui lui auront commandé une œuvre représentant un soldat. « Il est dedans, et c'est là qu'il va mourir. » Pour quoi ? Pour rien...

Militaires canadiens morts en Afghanistan

109 (70 %) : Explosion de bombes, de mines ou de voitures piégées
14 (9 %) : Embuscade
11 (7 %) : Accidents (véhicules, écrasement d'hélicoptère, chutes)
9 (6 %) : Accidents de tir
8 (5 %) : Combat
5 (3 %) : Retrouvés morts dans leur tente, leur bureau, etc. (suicides?)
Total : 156 (+ 2 morts en permission)

Un parti à la recherche de membres

Répondant au sentiment généralisé de morosité ambiante, le nouveau parti Option Nationale (ON) lance un cri de ralliement à tous les ONanistes du Québec. « Nous recherchons des membres prêts à se frotter Aussant », explique leur porte-parole.

Toujours aussi subtil

En guise de représailles pour avoir accepté la Palestine parmi ses membres, Israël annonce la construction de 2000 logements par-dessus le siège social de l'UNESCO.

MUSIRONNE

LES INDIGNÉS ET LES LES INDIGNÉS



BOBIS 2011

La Coalition pour l'avenir patronal du Québec est née (CAPO)

La CAQ mise à nu

LUC BENOIT

Chers citoyens, dernièrement, j'ai gagné 50 millions de dollars à la loterie. Je pourrais prendre ma retraite, mais j'ai décidé de sacrifier un peu de mon précieux temps aux intérêts supérieurs de ma classe sociale. Je parcourrai bientôt la province avec mon banquier, afin d'échanger avec vous sur la possibilité de fonder un nouveau parti politique.

Je réfléchis sérieusement à l'avenir du Québec. J'ai déjà quelques projets en tête. J'aimerais entre autres moderniser le réseau d'éducation du Québec. Je serais prêt à augmenter le salaire des enseignants de 20 %. Après quoi, il serait gelé pour une période de vingt ans. Je demande aux intervenants du milieu scolaire de nous aider à abolir le syndicalisme qui pervertit l'avenir de notre jeunesse dans nos écoles. Ce changement de cap idéologique nous autoriserait collectivement et moralement à congédier tous les professeurs qui ne pensent pas comme nous, en plus de créer un précédent qui nous permettrait de nous attaquer au syndicalisme dans la fonction publique.

Bien entendu, nous sommes persuadés que la formation universitaire et les soins de santé sont des privilèges que, seuls, les biens nantis peuvent s'offrir. À la suite de ces petites réformes, j'entrevois un grand avenir pour le Québec, à condition que l'on puisse détruire le réseau des commissions scolaires, abolir ces lieux de débauche que sont les cégeps, et fermer quelques universités populaires situées en milieu régional, c'est-à-dire hors de Montréal et de Québec. Comme vous le constatez, je suis franchement fédéraliste, et persuadé que les Québécois doivent renoncer à leur liberté. Nous avons besoin de deux décennies pour implanter solidement notre idéologie dans l'esprit de la population.

L'indépendance du Québec incite la population à s'émanciper. C'est un obstacle qui va à l'encontre de nos valeurs. À l'instar de plusieurs de mes collègues, je réaffirme que les Québécois travaillent peu. Le travail, c'est excellent pour la santé, même si parfois on s'y tue. Je propose de prolonger la semaine de travail, tout en augmentant progressivement le coût de la vie. Notre coalition ne sera pleinement satisfaite que lorsque la population croulera sous les dettes.

Bien entendu, nous couperons autant que possible dans les services sociaux, et nous abaisserons les impôts des entreprises. Notre stratégie comporte deux volets. Le premier consiste à relancer l'industrie de la corruption loin du milieu urbain et des regards indiscrets, tandis que le second vise à détruire la démocratie. Notre principal objectif est donc de soustraire l'État aux revendications du peuple. Notre vision de l'avenir du Québec passe nécessairement par la privatisation de l'État. Nous prévoyons rendre hommage au capitalisme financiarisé en faisant de la journée du souvenir (des soldats morts au combat pour nos intérêts), un jour férié à grande échelle. Nous tisserons des liens fraternels avec les conservateurs de Stephen Harper et tous les partis d'extrême droite. Si la situation s'envenime, nos amis prendront la relève, et se porteront garants de la pérennité de notre mouvement politique.

En terminant, je tiens à rappeler à la population qu'elle devra bientôt élire un chef. Chers Québécois, je suis beaucoup plus franc et direct que François Legault. Je ne vous raconte pas de balivernes. Je vous demande simplement de choisir entre votre mieux-être et celui du patronat. Lors des prochaines élections, faites le bon choix, joignez-vous aux forces de la « Coalition pour l'avenir patronal du Québec » et scandez notre slogan : Aime et sers! Nous remercions chaleureusement tous les journalistes de la presse écrite et des médias soutenant de gré ou de force nos ambitions, ainsi que les patriotes qui ont une foi aveugle en notre cause.

Désinvestissement de l'UNESCO

LE CERCLE VICIEUX

GABRIELLE BRASSARD-LECOURS

La Palestine a finalement été acceptée au sein de l'UNESCO, le 31 octobre dernier, devenant ainsi le 195e membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Effet boule de neige, pour les mauvaises raisons, alors que les acteurs principaux des conflits pourraient en être les facilitateurs.

Cinq semaines après que Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne depuis 2005, ait déposé une demande officielle d'adhésion à part entière à l'organisme international, il a obtenu gain de cause, au grand plaisir du pays tout entier, qui revendique maintenant une place au Conseil de sécurité et dans plusieurs autres instances de l'ONU. La Palestine a acquis sa place avec un vote de 107 voix pour (dont la France!), 14 contre (dont le Canada et les États-Unis), et 52 abstentions.

Mais si le pays de la Terre Sainte jubile de cette victoire, ce n'est pas le cas de celui de l'oncle Sam, qui s'est empressé, dès le lendemain, de retirer sa contribution à l'UNESCO (environ 70 millions par année, soit 22 % du budget total de l'organisme). Et le Canada de suivre, bien sûr, car quand les États-Unis font quelque chose, il faut évidemment que Harper suive... Rester copain-copain, c'est si important. Un autre 10 millions de dollars de moins dans les poches de l'organisme mondial.

Les États-Unis, toujours et encore eux. Ils se servent d'une loi de 1994 qui « interdit le versement de fonds aux organisations internationales qui admettent en leur sein » des groupes ou des organisations ne possédant pas tous les attributs internationalement reconnus d'un État ». Nos voisins du Sud évoquent également le refus de reconnaître la Palestine comme État, notamment parce que le conflit israélo-palestinien n'est pas réglé.

Justement, parlons-en brièvement du conflit. Il dure depuis des années (surtout depuis la création d'Israël en 1948). Les négociations pour une reconnaissance mutuelle des deux peuples sont au point mort depuis plus d'un an. Et les États-Unis, au lieu d'agir pour faciliter le processus de résolution de conflit, financent à coup de plusieurs millions de dollars par année l'armée israélienne, motivés par leurs intérêts économiques dans la région.

Quelle ironie de leur part, alors, de couper les vivres à un organisme, critiquable, certes, mais qui pourrait possiblement aider à résoudre l'impasse de ces deux territoires qui peinent à cohabiter, et pour des raisons qui en cachent bien d'autres. Si les États-Unis voulaient vraiment aider au processus de paix, ce dont on doute fort, entre autres à cause de l'emprise de puissants lobbys, le moyen en serait bien simple ; arrêter de financer Israël, ce qui obligerait les deux partis à retourner à la table de négociation. Mais tant qu'un côté sera plus fort que l'autre, et supporté par les puissances mondiales, il semble difficile de croire en un dénouement quelconque. En attendant, l'UNESCO se voit contrainte de réduire ses projets, ses services et son administration.

Eve Ensler en a ras-le-viol

OCCUPONS LE PATRIARCAT

MARTIN DUFRESNE

Depuis plus de dix ans, Eve Ensler brasse la cage et pas à peu près en matière de sexualité et de violence sexiste. Ses célèbres *Monologues du vagin* poursuivent leur fonction de conscientisation, avec près de six mille représentations-bénéfice organisées annuellement dans le monde par son mouvement V-Day et retournant des fonds à des organisations communautaires de lutte contre le viol (<http://www.vday.org/fr/about>).

Ensler vient de raviver le scandale en étendant le concept de l'occupation de Wall Street - le bastion du capitalisme international - à une désignation-confrontation du viol, bastion idéologique du patriarcat. Elle montre que l'agression sexuelle est tout aussi institutionnalisée, quand on y pense, que la finance internationale. Même si la tendance est à personnaliser ces agressions ou à les voir comme des accidents dus à des imprudences des victimes.

Voici un extrait de la tirade qu'elle a publié sur le Web pour lancer le mot d'ordre « Occupy Rape », en annonçant à quel point elle en avait ras-le-viol :

- J'en ai assez des gens qui ne comprennent pas que le viol n'est pas une blague et j'en ai assez de me faire dire que je n'ai pas le sens de l'humour et que les femmes n'ont pas le sens de l'humour...
- J'en ai assez qu'il faille des semaines à Facebook avant de fermer des pages de promotion du viol.
- J'en ai assez que des centaines de milliers de Congolaises attendent encore que les viols cessent et que les agresseurs soient tenus responsables.
- J'en ai assez des 207 cliniques financées par le gouvernement de l'Équateur qui capturent, violent et torturent des lesbiennes pour faire d'elles

des hétérosexuelles.

- J'en ai assez qu'une militante américaine sur trois soient violées par ses soi-disant « camarades ».
- J'en ai assez des pouvoirs qui nient aux femmes qui ont été violées le droit à un avortement.
- J'en ai assez du fait que malgré les allégations déposées par quatre femmes à l'effet qu'Herbert Cain les a pelotées et humiliées, il soit encore dans la course à la présidence des États-Unis.
- Ce qui me rappelle à quel point j'en ai assez des étudiants de l'université Penn State qui ont manifesté contre l'appareil judiciaire plutôt que contre l'homme accusé de viol pédophile qui a violé au moins huit garçons dans le gymnase de l'université ou contre son patron, Joe Paterno, qui n'a rien fait pour protéger ces enfants après avoir appris ce qui leur arrivait.
- ... et j'en ai assez de ce que des femmes aient été violées sur le site d'Occupy Wall Street et se soient tuées à ce sujet parce qu'elles protégeaient un mouvement qui lutte pour faire cesser le pillage et le viol de l'économie et de la Terre, comme si le viol de leur corps était un enjeu distinct. (Eve Ensler, « Over It », <http://qr.net/fqsb>)

Les femmes d'Occupons

À New York, d'autres féministes ont prolongé sur Internet le mouvement « Occupons » en documentant les impacts pour les femmes de l'économie-casino de Wall Street et de la finance internationale (en français - <http://qr.net/fqra>). Sur le blog *Occupy Patriarchy*, Kathy Miriam et Becca Wilkerson suivent de près et en temps réel non seulement la façon dont la crise lamine spécifiquement les femmes, mais aussi leur traitement sur le terrain des endroits occupés, la dénonciation ou non de leurs agresseurs

sexuels, la création d'espaces non mixtes où dormir, etc. (<http://occupypatriarchy.org/>) C'est un véritable laboratoire de démontage d'une certaine complicité à gauche.

Méga-manif à Paris

Le 5 novembre, alors que Monsieur FMI continuait à rôti au feu d'enquêtes policières, c'est par milliers que des Parisiennes et leurs alliés ont défilé contre le viol et ses apologistes. Et ce malgré une tentative de prise de contrôle de ce défilé par quelques « travailleurs du sexe », qui ont ensuite fait la quasi-unanimité contre eux en traînant en justice une organisation féministe pour une allusion à des proxénètes qu'ils ont prise personnelle (<http://qr.net/share/fqr3>).

Au-delà de tels crocs-en-jambe, apparaît une convergence pour reconnaître à la violence sexiste un caractère plus structurel qu'anecdotique ou psychologique, pour confronter les pouvoirs qui la protègent et pour dire haut et fort que de plus en plus de femmes (et d'hommes) en ont ras-le-viol!

Comme notre mère Eve.

Le patriarcat... occupé!

Deux courts dépliants qui résument bien l'analyse féministe radicale du capitalisme ET de la gauche ont été affichés - en version téléchargeable - par les femmes d'Occupy Patriarchy sur leur blog, RadFem Hub au <http://bit.ly/s7siNm> On y parle intelligemment de dépasser le masculinisme d'une certaine gauche traditionnelle et on démontre que la « baisabilité » constitue une exigence du capitalisme. Ébouriffant...

Le modèle Toyota et les soins de santé

Coudonc, les usagers sont-ils devenus des chars?

RÉMI ARSENAULT

Ça s'émoustille au ministère des Services sociaux du Québec. Dans un article paru dans le journal *Le Soleil* le 7 octobre dernier, Yves Bolduc ne cachait pas son engouement : « Quand on a lancé cette idée, on pensait qu'on aurait de la difficulté à avoir des établissements, mais actuellement [sic] presque tous les établissements font de la gestion Lean¹ ». Le ministre Bolduc a beau se frotter les mains et glorifier cette révolution managériale, mais cette nouvelle forme d'organisation du travail n'a pas que pour effet d'augmenter les profits ou réduire les coûts (dans le cas du système de santé). Effectivement, plusieurs études confirment que les conditions de travail se dégradent et que le modèle Toyota n'améliorera en rien les conditions de travail des salariées du système de santé. Pour Angelo Soares, chercheur à l'École des sciences de l'UQAM, implanter ce type de gestion dans le domaine de la santé serait catastrophique.

Le modèle Toyota

La phrase qui résume le mieux cette nouvelle forme d'organisation du travail est la suivante : « Faire plus avec moins ». L'idée est de déterminer dans le processus de production ce qui cause de la valeur « ajoutée » et de la « valeur non-ajoutée ». Ensuite, supprimer cette « valeur non-ajoutée » en évitant toute forme de gaspillage, ce qui permettrait de baisser les coûts de production. La philosophie derrière tout cela est la recherche de l'amélioration continue

du processus de production. En d'autres mots, produire d'avantage, toujours plus, jamais s'arrêter. Bonjour burn out! Il ne fait aucun doute que comme conséquence chez les travailleurs, cela veut dire des coupures et une intensification de la cadence de travail.

Étude de cas

Pourtant, pour plusieurs chercheurs, le modèle Toyota n'a rien de si révolutionnaire. Dans un article paru dans le journal *Le Devoir* intitulé : « Les hôpitaux ne sont pas des chaînes de montage », Angelo Soares cite une enquête produite au CSSS d'Achilles et Montréal-Nord. Cette enquête, à la demande des syndicats, fut distribuée à 1240 salariées. Sur 469 répondants, 4 travailleuses sur 10 affirment souffrir de détresse psychologique. 40 % d'entre elles affirment être surchargées et le quart des répondantes affirme avoir connu du harcèlement psychologique. Ces chiffres sont assez révélateurs. C'est peut-être ce qui explique le malaise que vivent les milliers de travailleurs et travailleuses du système de santé québécois. Pourtant, le CSSS d'Achilles et Montréal-Nord n'est pas le seul exemple. Le CLSC de Charlevoix aurait rencontré le même problème au début des années 2000². Dix-sept employés sur 70 tombèrent en congé maladie. Même l'ex-directeur de l'établissement confirme ce problème : « Les gens vivaient des difficultés, mais ils n'avaient personne à qui en parler, se souvient Jean-François Mellon, ex-directeur de l'établissement, aujourd'hui à la retraite. La direction n'était jamais disponible; on passait notre temps à éteindre des feux³ ».

La situation ne semble guère mieux de l'autre côté de l'Atlantique. Selon le chercheur Antoine Valeyre du centre d'études de l'emploi⁴, le modèle Toyota n'améliore en rien les conditions de travail; au contraire, il serait la cause d'une détérioration des conditions de travail : « De nombreuses caractéristiques de conditions de travail ou de santé au travail sont plus favorables dans les organisations apprenantes que dans les organisations suivant le modèle Toyota ou les organisations tayloriennes⁵ ». Cette forme d'organisation du travail provoque donc une intensification du travail, comparativement à d'autres modèles de gestion.

La sortie du ministre Bolduc expliquerait le malaise que vivent en ce moment les travailleuses et travailleurs du système de santé. Le modèle Toyota n'assurerait en rien, si on s'en fie aux études récentes, l'amélioration des conditions de travail. S'opposer à la méthode Toyota dans le domaine de santé, c'est s'attaquer à la source des problèmes des travailleurs et travailleuses du réseau de la santé au Québec.

1 Pierre Pelchat, « Méthode Toyota : Bolduc surpris de l'engouement », *Le soleil*, 7 octobre 2011.

2 Article écrit par Eric Grenier, tiré du site web : <http://www.jobboom.com/magazine/25-05-texte.html>.

3 Idem.

4 <http://www.cee-recherche.fr/>

5 Conditions de travail et santé au travail des salariés de l'Union européenne : des situations contrastées selon les formes d'organisation, ANTOINE VALEYRE, Centre d'études de l'emploi, Document N° 73, Novembre 2006.

Vélo Chronique

Faire l'économie d'une roue - le monocycle

ALDÉMAR BÉCANÉ

Partir sur une roue en « wheelie » incessant? C'est un peu le défi posé par le monocycle (unicycle est un anglicisme) dont la pratique ramène l'aficionado du cyclisme et tout être humain à ses premiers balbutiements enfantins - dont le plus périlleux reste celui de se tenir debout et d'essayer de marcher! L'origine du monocycle est nébuleuse. Il est probable que le grand bi, avec son axe pédalier et sa paire de roues (une énorme et une minuscule), exigeait, lors de décélérations rapides, de rouler en précaire équilibre sur la seule grande roue jusqu'à ce que la petite roue redescende enfin... Les besoins spectaculaires du cirque auraient parachévé l'idée folle de cet engin à une roue seule.

Le monocycle c'est tout un monde et, si la base reste accessible à quiconque aura suffisamment d'humilité pour accepter de tomber à répétition - presque une école de politique, parvenir à rouler avec ne sera qu'une question de persévérance. Si quelques protections peuvent aider, il importe surtout d'apprendre, dès le départ, à tomber. Le truc consiste à retomber sur les pieds plutôt que sur le fragile coccyx. Il y a bien des façons pour effectuer l'embarquement vers le premier coup de pédale; en se tenant sur quelque chose ou en tentant d'emblé de mettre

un pied, et puis l'autre, pour se lancer. Sur la toile on trouvera de nombreuses techniques débutantes démontées étape par étape. Les plus belles chutes, celle à la Berlusconi entre autres, sont des plus éducatives. En fait, il faut être minimalement détendu et équilibré mentalement pour affronter le une roue, un test que la grande majorité de nos politiciens ne passent tout simplement pas. Avez-vous déjà vu un politicien en monocycle? Autrement plus révélateur que le détecteur de mensonge!

Suite aux rudiments - monter et pédaler, on comprendra qu'il n'y a guère de limites autres que ses propres envies à oser repousser un peu plus loin l'entendement de la notion d'équilibre... Il est question d'un plaisir inouï, voire d'une drogue euphorisante presque sans effet secondaire; autre que de belles chutes menant à la sagesse. Pour se donner une idée des défis personnels, un système de niveaux d'habileté a été calqué sur les planètes du système solaire - il y a des années lumière entre certains! Autrement, le monocycle se décline sous de nombreuses pratiques telles : montagne, acrobatique, trial, flat, street, basket, tourisme, etc.

La pratique du monocycle, un bidule contre productiviste et folichonnement anticapitaliste, a quelque chose de grisant à l'instar de voler - de fait n'ayant ni guidon, ni volant les bras libérés s'apparentent aux ailes de l'oiseau! Si le vélo surclasse

aisément la roue unique pour les besoins de transport, il n'en demeure pas moins que cette dernière reste pratique sur de courtes distances - surtout que l'engin peut vous suivre à l'intérieur et évite le sempiternel antivol. En somme, le défi et l'effort cardio-vasculaire exigé avec une roue plus petite est l'absence de vitesse ou de rapport entre deux roues, monter et descendre des côte. Rouler sur l'herbe ou sur un sentier est tout autre. Paré à tomber?

monocycle.globulesverts.org

unicycling.com

monotreal.com

Propagande humanitaire?

JEAN-RENÉ DAVID

L'efficacité stupéfiante de la propagande exerce une attraction particulière sur les organisations militantes. Devrions-nous nous aussi, face à la machine médiatique, faire notre propre propagande à des fins nobles et humanitaires? Le mouvement Occupons Montréal a son comité « Communication externe/Propagande ». La question mérite réflexion.

Le terme propagande est un peu usé. Alex Carey, éminence grise en la matière a une définition succincte et assez utile du mot propagande. Il s'agit du contrôle des attitudes collectives par la manipulation de symboles.

Ainsi la propagande persuade par insinuation, par évocation, par dichotomie, par les liens non-dits qui se font dans l'esprit de l'auditoire. Un peu comme la publicité. En fait exactement comme la publicité. Et comme la religion, la propagande utilise abondamment les symboles. Autrefois, les symboles étaient « paradis », « enfer », « péché ». Aujourd'hui, ils sont « liberté », « démocratie », « terroriste ». Ah et j'allais oublier, « guerre noble ».

Pourquoi ne pas utiliser les mêmes symboles, puisque ça marche si bien? Il suffirait d'inverser les références, direz-vous. L'important c'est d'avoir la population de notre côté. Si la cause est noble, qu'importe la méthode? Pas si vite.

La méthode « publicitaire » de construire une organisation a certainement ses attraits. Les organisations religieuses en savent quelque chose. Mais le type de persuasion qu'on utilise a un effet sur le type d'organisation qu'on obtient.

La propagande n'est pas l'antithèse de la vérité ou de la justice. Elle est l'antithèse de la réflexion.

Une organisation fondée principalement sur la propagande ne forme pas des membres capables d'argumenter et de répondre aux critiques. Être convaincu soi-même aide certainement à convaincre, mais ce n'est pas un argument. Pour être pris au sérieux, il faut savoir s'expliquer.

De la même manière, la propagande n'apprend à personne à nuancer sa position. Or le monde est rarement fait de dichotomies. La capacité à nuancer est un signe de sérieux et de crédibilité. La propagande est l'antithèse de la nuance.

Alors non, la propagande humanitaire n'est pas une bonne idée. La bonne propagande n'est pas l'antidote à la mauvaise propagande. En fait il n'y a pas de bonne propagande.

La clarté des idées et l'argumentation sont les antidotes à la propagande. C'est moins facile, c'est plus long mais ça peut faire des mouvements qui durent et qui grandissent.

Alors j'espère que le Comité Propagande d'Occupons Montréal fait autre chose que de la propagande.



Trou Story

COMMENT L'INDUSTRIE CHERCHE À ÉVITER L'ERREUR MINÉRALE

DAVID MURRAY

Avec la veine pamphlétaire qu'ont leur connaît, Richard Desjardins et Robert Monderie se sont attaqués dans leur dernier documentaire à l'une des industries les plus controversées du Québec. Mais il semblerait que le portrait qu'ils en présentent n'est pas très «équilibré».

Les deux comparés ont fait remarquer que l'industrie minière, avec sa centaine de lobbyistes, avait amplement les moyens de défendre son point de vue. Ce qu'elle fait d'ailleurs, soutenue dans cette opération par quelques journalistes complaisants et une classe politique complice. Il fallait d'ailleurs entendre le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune, Serge Simard, à l'antenne de la SRC : un représentant de l'industrie n'aurait pas assuré une meilleure défense!

Ce dont on accuse fondamentalement Desjardins et Monderie, c'est de présenter un portrait passiviste du secteur minier et de ne pas rendre compte des progrès des dernières années. Puisque c'est connu, exploiter une mine ça ne se fait plus comme dans le temps! Si on dénote effectivement dans notre coin de pays certaines améliorations dans la façon d'exploiter les ressources minérales, force est d'admettre que certains problèmes de fond demeurent.


Beaucoup d'accent est mis sur les conditions de travail des mineurs. Si les changements sont indéniables et les salaires d'aujourd'hui plus qu'appréciables, il faudrait surtout retenir, ce que démontre avec brio la partie historique du film, que ces améliorations sont relativement récentes et ont été obtenues de haute lutte et non par la grâce de l'industrie. Mais ces hauts salaires se butent à un paradoxe. Avec l'automatisation croissante des opérations le recours aux mineurs diminue, réduisant du coup les retombées pour les collectivités locales.

Mais si va pour les salaires, qu'en est-il de la sécurité et la santé à long terme des mineurs et des populations avoisinantes des mines. Doit-on croire aveuglément l'industrie, sans études conséquentes? Comme le dit Desjardins, quand on ne cherche pas on ne trouve pas...

RAMON VITESSE

HENRI GODON, Chansons pour toutes sortes d'enfants (CFM Musik / Coop Les Faux-Monnayeurs)

Pour toutes sortes d'enfants? Le titre de ce disque correspond joyeusement à Denis Massé, un espiègle conteur qui, depuis plus de vingt-cinq ans, parcourt les écoles primaires pour raconter, faire danser et faire chanter les marmottes. Également accordéoniste et guitariste, il est aussi actif au sein des Tireux d'roches (Fred Pellerin a débüté avec eux); un groupe phare du folklore vivant. Pour l'aventure d'Henri Godon, un personnage que s'est graduellement créé Denis en s'entourant d'un véritable orchestre incluant des cuivres, guitares (même électriques), la proposition s'avère être une chanson à texte étonnante dans un registre qui va du jazz au trad en passant par le swing. Avec un style BD, l'habillage du disque donne la réplique à des chants qui virevoltent, qui questionnent et qui, surtout, ont vachement d'humour. *Les Bébelles* sur la montagne de jouets qui font que «des fois on a toute, c'est comme si on avait rien, si on avait rien à faire», ou, *Comment on fait des bébés* où la question est esquivée... Un fameux projet!!!



RÉVOLUTIONS

OK VOLCA, Fréquence Trémor (Slam Disques)

Complètement à contresens des groupes en vogue qui délaissent le hardcore pour plaire à tout un chacun, la bande de St-Jean sur le Richelieu rajoute même un cran à sa mouture comportant une part d'électro et un brin de métal. L'attente a été longue pour ce second album - pas moins de cinq ans! Acharné et têtue, l'hyper dynamique combo accouche d'un album tumultueux et tendu qui reflète et critique les excès d'un monde douteux. Partie prenante du sans domicile fixe (S.D.F.), du mort vivant en prolongation (Le plan Kevorkian), de l'enfant si fragile et porteur d'espoir (L'éphémère), OK Volca fait figure de signal d'alerte. Il ne faut pas si laisser tromper : cette musique qui vitupère n'est pas que décibel, elle est également, avec toute une gamme de textures et d'harmonies, une invitation au volte-face : «Faire volte-face dans le désordre/ Le volubile n'entend que lui/ Le funambule s'exclame et tombe de haut... Encore plus bas».

CHARLIE FOXTROT, Mise en abîme (Slam Disques)

Punk rock minimaliste pourrait être une clef d'introduction pour ce projet remarquable d'ex MAP (1995-2008) - plusieurs sont également dans le groupe Achigan tout aussi pertinent avec son punk rock core et ses textes coup de poing politisés, qui adopte le ton d'un personnage blasé et minable dans *Le monde est beige* - une des chansons fortes de cet album qui en comporte plusieurs telles : *Pas un public cible*, *Le goût du vitriol*, *Echap*, et *Économie rock*. Sur cette dernière, les sacres fusent ici et là. Le ton est à la rage non contenue à propos d'une job poche. Sans coup férir, la bande d'agités propose une tonique réflexion in situ sur l'économie des profiteurs. Du punk enfin libre et dans lequel on se reconnaîtra... Lutter, c'est aussi être capable de se chanter en québécois! Chacune des dix pièces du disque se distingue l'une de l'autre avec une texture sonore simple mais de l'atmosphère unique - entre autres, le piano de Tardif et la réalisation co-signée Guité et Paul Cargnello (lequel était apparu sur le splendide *Repose en paix* - dernier disque de MAP) font un boulot rassérénant pour l'oreille exigeante.

Une réforme timide

On reproche aussi au tandem Desjardins-Monderie de ne pas prendre en compte les modifications proposées à travers le projet de loi 14 sur la réforme de la loi des mines. Mais en quoi cette refonte de la loi devrait nous satisfaire?

Rappelons d'abord qu'elle ne remet pas fondamentalement en question le principe qui régit le régime minier québécois. Exception faite des agglomérations urbaines et des zones de villégiature représentant 1 % du territoire, le libre accès aux ressources minières de l'essentiel du sous-sol québécois reste en vigueur. C'est le principe du *free mining* introduit par la première loi des mines de 1880, qui accorde présence aux droits miniers sur l'utilisation qui peut être faite du sol en surface. Un principe qui permet l'expropriation au nom de l'«acceptabilité sociale» d'un projet.

Concernant l'épineuse question des redevances, on se rappellera que sous l'ancien régime, les différents strata-gèmes comptables et avantages fiscaux avaient l'habitude de nous laisser des miettes, comme l'avait exposé le Vérificateur général du Québec. Malgré ce qu'en pense le ministre Simard, la hausse 12 % à 16 % n'y changera pas grand chose. Surtout que les redevances sont prélevées uniquement sur les profits. Or, on parle ici de ressources non renouvelables. C'est pourquoi plusieurs États perçoivent aussi des redevances sur la quantité de ressources extraites. À titre d'exemple, l'Australie perçoit des redevances de 3 à 8 % sur la valeur brute produite, plus 30 % sur les profits.

Concernant la question des déchets miniers, la pratique de l'industrie a longtemps été «après moi le déluge». Avancée notable s'il en est une, avec la nouvelle loi, les entreprises devront maintenant assumer la totalité des coûts de restauration des mines en fonction d'un plan qui devra être approuvé par le gouvernement, la moitié des sommes devant être avancée avant la fin des travaux d'exploitation. Il

n'en fallait pas plus pour qu'on félicite la minière Osisko d'avoir pris les devants en versant la moitié de sa garantie financière sans que la loi ne l'y oblige encore. Réaction typiquement coloniale que d'applaudir à un geste qui devrait relever de la norme.

Certains doutent toutefois des réelles garanties d'une telle mesure. En attendant, il nous en coûtera des centaines de millions de dollars pour restaurer les quelques 345 sites abandonnés.

Malgré la timidité de ces réformes l'industrie brandit déjà la menace d'aller investir ailleurs. Malheureusement, il n'est pas question d'usines à chausures. Le minier, c'est ici qu'il se trouve et on ne peut le délocaliser. Ce qui devrait constituer un rapport de force suffisant pour que les collectivités profitent réellement de l'exploitation minière.

Et retombées il peut y avoir de l'implantation d'une mine dans une région. Et c'est au fond ce que demandent Desjardins et Monderie, qu'on prenne la *cut* qui nous revient et que le gouvernement cesse de se soumettre

aux volontés de l'industrie. Par contre, une fois le minier extrait, que reste-t-il?

Au-delà des retombées

C'est en fait peut-être là où le bât blesse avec le film. On se questionne peu sur la pertinence en soi de l'exploitation minière. Nécessaire dans une certaine mesure, l'est-elle à une si grande échelle? Déjà que nous consommons trop, certains usages que l'on en fait laissent songeur : nickel dans l'armement, zinc dans le blanchiment des dentifrices, or ostentatoire et spéculatif, etc.

Cela dit, loin d'être un film passiviste, il demeure hautement d'actualité. Et s'il participe à ce qu'un débat de fond ait lieu autour de la question minière, il aura rempli son mandat. Car avec ce que propose le projet de loi 14, on réalise qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire avant que cette industrie ne travaille véritablement à l'intérêt de la collectivité.

Rectification

La critique du Parti québécois en matière de Sécurité publique, Stéphane Bergeron, corrige son affirmation selon laquelle le gouvernement de Jean Charest a accouché d'une «patente à gosses», puisque la commission d'enquête mise sur pied par le PLQ n'a pas de gosses.

MUSIRONIE

Slogan pour le Movember

Vous en avez plein le cul, on s'en prend plein la gueule.

On ne badine pas avec l'humour

Comme le savent nos lecteurs et lectrices les plus allumés-es, peu après avoir annoncé l'embauche de Mahomet comme rédac-en-chef d'un spécial *Charia-Hebdo*, nos collègues de *Charlie Hebdo* ont essayé quelques cocktails Molotov qui ont mis à mal leurs portables, saucissons et Beaujolais. (L'extrême droite française ne respecte-t-elle donc rien?) Notre envoyé spécial à Paris a été aux renseignements et a déniché, dans la plus proche caserne, un document qui en dit assez long.

NOTE DE SERVICE -- SAPEURS-POMPIERS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Les incendies criminels récents allumés dans des résidences d'immigrés ou de «roms», dans des mosquées et jardins d'enfance, et surtout à la rédaction d'une publication d'humour bien français, lui, me forcent à rappeler certains principes exécutoires.

Vous le savez, la crise a bonifié nos effectifs en forçant l'embauche de docteurs et doctores de nos meilleures universités -- à tout seigneur, tout honneur, même si je regrette parfois le bon vieux temps du simple sapeur du bas de l'échelle. Tout dans les bras, rien dans la tête... ah 1968...

Néanmoins, malgré ce nouveau calibre intellectuel de notre effectif, le mandat du Service demeure d'éteindre des feux, et non d'argumenter sur leur bien-fondé dans l'exercice de nos fonctions.

C'est dire que si pertinentes que soient nos considérations sur Nietzsche et le droit au blasphème, ou même les allusions au nombre passé sous silence des victimes civiles des frappes de l'OTAN, même lorsque trucidées dans des hôpitaux libyens ou ailleurs dans «leurs» pays, ces propos sont INOCCUPANTS et DILATOIRES quand notre priorité doit rester de diriger nos jets virils à la base des flammes.

CHARLIE CHARRIA-T-IL?

Je ne nie pas qu'il soit passionnant de rappeler que la direction de C-H' a déjà semblé plus prompte à protéger les Israélites que les Musulmans et même à casser du fonctionnaire d'État, entre autres dérivés. Ces rappels historiques et distinguos sociopolitiques n'occupent pas nos temps de loisir à la caserne? Comme d'ailleurs des spéculations sur une éventuelle opération subreptice à C-H' de nos camarades

des Renseignements généraux, qui ont bien pu être appelés à jeter l'opprobre sur certains fonceurs, tout en neutralisant tout-bénéf une publication historiquement sinon actuellement subversive.

Mais bonsoir de bordel de [insérer nom d'une divinité ad hoc], n'en discutons pas sur place, messieurs et madame! Un feu est un feu et notre mandat (à nous) demeure de l'éteindre -- tout en saisissant bien sûr ce qui nous tombe sous le boyau comme disques durs, carnets de téléphone, clés USB, bref, vous connaissez la routine.

Gardons pour l'heure du bistrot les discussions pointues style «Laïcité, droit ou dupé-rie!»

L'HUMOUR, TOUJOURS L'HUMOUR

En tant que Français -- et Française, Janine -- le respect dû à l'humour irrespectueux continuera bien sûr à guider nos priorités. Pour ce qui est des mosquées, elles savent ce à quoi les exposent leur malheureux esprit de sérieux!

Sand vouloir jouer au Prophète (ha ha...), d'autres sinistres sont sans doute à prévoir. On m'informe qu'au Canada, où l'on aime aussi la rigolade, des confrères sont discrètement déployés autour des locaux d'un certain COUAC, rue Jogues, qui ne porte pas par hasard le nom d'un Saint Martyr canadien.

Donc, pas de Crac-Boum-Pssscchhhh en vue pour cette cible, même si d'aucuns laissent entendre que, comme à C-H', la combinaison provoc-attentat serait facteur d'une visibilité bienvenue, côté abonnements. Non, comme on m'a soufflé au ministère de l'Intérieur, la poursuite-bâillon, c'est plus long, c'est un peu plus cher... mais ça ne laisse pas d'odeur d'es-sence.

Le Chef

Percer le mystère

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Il existe une aura de mystère autour du monde de la finance. Cette aura est plus dense encore quand la finance entre en crise. Non seulement a-t-on l'impression que des forces obscures et incompréhensibles contrôlent le monde, mais, en plus, on les voit agir sur nos vies de façon particulièrement vive. En somme, la finance semble bien plus effrayante quand elle a des effets dans notre quotidien.

La petite plaquette que Louis Gill vient de publier chez le tout nouveau M éditeur participe à éloigner un peu les fumées opaques du jargon financier. Clair sans être simpliste, *La crise financière et monétaire mondiale* révèle à la fois les grandes connaissances de son auteur en matière de finance et la force de son analyse critique.

Le côté sombre de la finance

Il met entre autres l'accent sur le développement d'un « système bancaire de l'ombre » qui correspond au secteur financier non réglementé (les fonds de retraites, les *hedge funds*, les banques d'investissements, etc.), particulièrement friand d'innovation financière pour maximiser son profit à court terme. Or, comme il ne répond à aucune norme imposée de l'extérieur et qu'il devient de plus en plus imposant, il devient un facteur d'instabilité et de risque pour les institutions financières traditionnelles qui transigent de plus en plus avec ce lieu obscur.

Gill se penche également sur le phénomène omniprésent de la *titrisation*. Cette capacité toute particulière des banques à transformer des prêts en actifs échangeables sur les marchés a des conséquences qui nous échappent souvent. Entre autres, la capacité des institutions financières à sortir ainsi ces prêts de leurs bilans. Voilà qui vient faire dérailler complètement les tentatives, déjà trop modestes, de réglementation de leurs activités. Quand ces titres qui ne figurent au bilan de personne contiennent en plus des actifs « toxiques » comme l'étaient les *subprimes* américains, on se doute bien de ce qui arrive ultimement.

Gill aborde aussi le lien, fondamental, entre la crise de 2008 et celle des dettes souveraines que nous traversons en ce moment. Il se penche sur ce retournement rapide qui a transformé des banques au bord de la faillite et sauvées par les États en créditrices de ces mêmes États qui en acculent aujourd'hui certains à la faillite et aux mesures d'austérité. Une partie de l'explication vient précisément du mode de sortie de crise qui consistait d'abord en une recapitalisation des banques. Contrairement à ce que pouvaient croire les gouvernements, celles-ci n'ont pas profité de ce nouvel argent pour réinvestir dans l'économie « réelle » mais bien pour acheter des obligations et

des bons du Trésor, qui offrent un rendement plus sûr en temps de crise. Voilà qui participait à augmenter grandement l'endettement des États avec l'argent que ceux-ci leur avaient eux-mêmes prêté, tandis que ces gouvernements affrontaient des baisses de revenus à cause de la crise.

Sortir des tautologies

Alors que le capitalisme est de plus en plus ouvertement remis en question dans l'espace public, ses défenseurs offrent ces jours-ci de bien étranges arguments auxquels les réflexions de Gill permettent de répondre. La titrisation, les *credit default swaps* et autres procédés financiers existaient, nous dit-on, parce qu'ils répondaient à un besoin exprimé sur le marché, ce qui expliquerait leur grande popularité.

Cette tautologie-phare d'une pensée économiste à courte vue, se résume comme suit : « les marchandises sont là car nous en avons besoin et nous constatons que nous en avons besoin car elles sont là! ». En tentant de spécifier pourquoi ces produits financiers sont apparus, en décrivant le contexte qui a présidé à leur apparition, Gill permet de dépasser la simple répétition de la réalité, comme le font trop souvent les économistes.

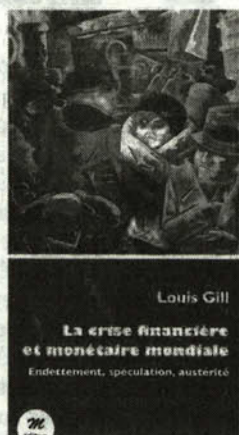
Fictive?

Gill se réapproprie également l'image d'économie *fictive*, empruntée au troisième tome du *Capital*, pour caractériser l'hypertrophie actuelle de la finance. Citant Frédéric Lordon, il mentionne l'énormité de la finance face à la petitesse des services qu'elle rend à l'économie réelle. Nous vivrions dans un monde où la « finance ne parle plus qu'à la finance » dans un autisme complet.

Ne s'agit-il pas d'une description contre-intuitive en ce moment? La finance n'est-elle pas en fait énormément connectée à l'économie « réelle ». Ne fait-elle et ne défait-elle pas des entreprises, des fortunes et des vies? Son caractère autoréférentiel n'est-il pas contrebalancé par une intervention massive dans le monde réel, tant au niveau des États en déficit et des corporations de plus en plus financiarisées que des individus lourdement endettés?

En fait, les explications si limpides de Gill ne nous démontrent-elles pas que l'économie financière est en ces temps de crise tout sauf fictive?

Gill, Louis, *La crise financière et monétaire mondiale - Endettement, spéculation, austérité*, Montréal : M éditeur, 2011, 141 p.



Dépoussiérage et fondamentaux

une idée utile est rarement perdue;
elle tombe toujours dans quelques esprits féconds
où elle fermente en silence et se développe tôt ou tard.
FANNY RAOUL (1801)

YEUN L-Y

La déclaration des droits de la femme et de la citoyenne d'Olympe de Gouges est un texte de référence dans l'historiographie féministe. Et pourtant, dans le même pays à la même période, une autre voix méconnue crie une révolte identique.

En 1801, Fanny Raoul, une bretonne dont on ne sait aujourd'hui quasiment rien, publie un pamphlet radical contre la domination masculine : *Opinion d'une femme sur les femmes*. Ce petit essai, imprégné des Lumières, reste d'une actualité étonnante. Il s'insurge contre la double morale, les violences masculines, la dépendance économique imposée aux femmes, l'éducation et les droits sexués dont bénéficient les hommes. Et il s'attache à briser divers discours toujours actuels : les blabla classiques sur les différences de force physique ou sur la nature des femmes.

À l'instar la déclaration d'Olympe de Gouges, l'essai de Fanny Raoul doit être appréhendé comme un texte fondateur du féminisme. Sa force tient au fait que, plutôt que de retenir l'idée déprimante que rien n'a changé, on en sort avec une conviction affermie. Et malgré des débordements chauvins - il méritait bien une republication, dotée d'une préface de Geneviève Fraisse et d'un texte satirique final de Marie Desplechin. On peut remercier ici le travail de dépoussiérage, effectué par les éditions *Le passager clandestin*, pour rendre accessible ce texte - trop - méconnu.

Autre époque, autre ton

Dernièrement, la *Petite encyclopédie critique* des éditions Textuel a publié un recueil d'articles : *Le féminisme change-t-il nos vies?*

À partir de cette question somme toute naïve, reformulée et déclinée sur six thèmes, l'ouvrage illustre l'évidence d'une réponse positive.

Réuni sous la direction de Delphine Gardey, le groupe d'universitaires a cherché à montrer la diversité et la pertinence des approches féministes, sans traiter la question de manière intimiste. Les résultats sont plutôt stimulants. Six articles résument les grandes étapes du féminisme et dressent un tableau accessible des différentes démarches et revendications. Qu'il s'agisse du travail, de la politique ou des sexualités, ils dénoncent aussi de manière convaincante les reformulations patriarcales et les *backlash*. Le féminisme change nos vies, certes et bien sûr, mais l'égalité est loin d'être acquise.

Deux parties ont été traitées de manière vraiment enthousiasmante. Celle qui répond à la question *Le féminisme émancipera-t-il les hommes?* est assurément bien menée - tout en montrant implicitement l'intégration du regard féministe par certains hommes. Et l'article de Lulia Hasdeu sur la décolonisation est particulièrement intéressant. Elle y analyse la restitution par la France du corps de Saartje Baartman, plus connue sous le nom de « Vénus hottentote ».

Alors, en tant qu'introduction aux théories féministes, ce livre est à conseiller ou à offrir aux personnes désireuses de découvrir le mouvement politique de libération des femmes. Un court glossaire en fin d'ouvrage viendra faciliter la compréhension des textes et des arguments avancés, en définissant, entre autres : *genre, hétéronormé, naturalisation*.

À l'heure où certains cherchent à dénigrer le mouvement féministe en le taxant de « culturel »¹, ce petit recueil permet grâce à des applications concrètes de réactualiser les fondamentaux : *le personnel est politique et mon corps m'appartient*.

1 Par exemple, dans l'introduction du livre : *En catimini... Histoire et communiqués des Rote Zora*

VALENTIN TARDI

BANDONÉON, Jorge Gonzalès (Dupuis)

LÀ OÙ VONT NOS PÈRES, Shaun Tan (Dargaud)

IMMIGRANTS, collectif sous la direction de Chirtophe Dabitch (Futuropolis)

Trois splendides romans graphiques invitent à faire le chemin chaotique et époustoufflant de l'immigration. Le premier, *Bandonéon*, du nom de cet instrument de la famille de l'accordéon, récapitule l'histoire du tango, de la solitude et de la nostalgie de l'immigrant. Ça part de l'Italie, dans un bateau plein d'européens, pour débarquer à Buenos Aires et nous faire vivre les changements politiques, sociaux et culturels du brassage qu'a entraîné cette migration vers l'Argentine. Ce livre est touffu et emprunte la voie des sens, celle d'une fresque graphique en mouvance pour faire comprendre que, entre autres, la comparaison et la copie sont absurdes. Que trop souvent on ne voit rien parce qu'on a la tête enfoncée là où on est. *Là où vont nos pères* démultiplie non seulement les souvenirs de la famille asiatique de l'auteur vers l'Australie mais également celles de plusieurs per-

sonnes qui sont parties pour un ailleurs.

Entièrement muet, ce livre peut évoquer un vieux feuilleton, de la science-fiction ou un film allemand impressionniste. Ce Long courrier, le nom de la collection, présente une capacité peu commune d'évocation sur la réalité du déracinement, de fait, de repartir à neuf sans s'oublier à quelque chose de gigantesque... Pour *Immigrants* on se trouve devant un album à tiroirs multiples. Pas moins de treize témoignages et autant d'auteurs BD (parmi les plus originaux et pertinents : Davodeau, Hureau, Pourquié, Babitch, etc.) auxquels s'ajoutent six articles d'historiens pour creuser la question du métissage des populations ainsi que de stéréotypes liés aux questions de l'immigration - la peur de l'étranger reste bien ancrée! Des départs de pays divers : Angola, Iran, Gens du voyage, Portugal, Laos, Maroc, etc. Un tour d'horizon rappelant notre diversité.



CONTRE LE MUR

ISABELLE BAEZ

Jeune auteur de BD, Maximilien Le Roy a tiré de ses séjours en Palestine deux livres, *Faire le mur* et *Les chemins de traverse*. Il partage la réalisation de cette deuxième BD avec Soulman, un auteur de dix ans son aîné et qui est aussi connu en tant que designer de jeux vidéo. *Les chemins de traverse* n'est pourtant pas une œuvre à quatre mains, mais à huit mains. En effet, les dessins de Soulman illustrent le parcours d'un Palestinien, Osama Abu Ayash, et ceux de Le Roy, la vie d'un Israélien, Nathan Cohen.

La première moitié du livre nous raconte l'histoire d'Osama, né en 1966 près d'Hébron. Toute son enfance, puis sa vie d'adulte sont marquées par l'occupation israélienne. Osama présente sa famille et raconte, dans un langage très simple, les arrestations arbitraires, la torture et le harcèlement quotidien qui mènent à la colère, à la vengeance et à la mort. Mais, un beau jour, Osama rencontre chez son frère un juif venu en paix partager sa souffrance et dire sa volonté de réconciliation. Tout d'abord agressif, puis sceptique, Osama finit par écouter cet homme. Il découvre ainsi un forum auquel participent familles israéliennes et palestiniennes endeuillées. Après bien des réticences, la femme d'Osama, dont le frère est mort tué en pleine rue par les policiers israéliens,

rejoint elle aussi le mouvement. L'histoire d'Osama s'achève donc sur une note positive.

La seconde moitié du livre nous amène de l'autre côté du mur, à Jérusalem. Le contraste est frappant. Alors que les dessins de Soulman saturent de visages, de décors précis et réalistes des cases sombres et étouffantes, ceux de Le Roy nous redonnent un peu d'air avec des traits de crayon amples et approximatifs. On évolue à partir de là dans des cases beaucoup plus grandes. Certaines pages n'en comportent que deux et parfois une

Malgré le recul que constitue la construction du mur entre Israël et la Palestine, Warschawski ne désespère pas.

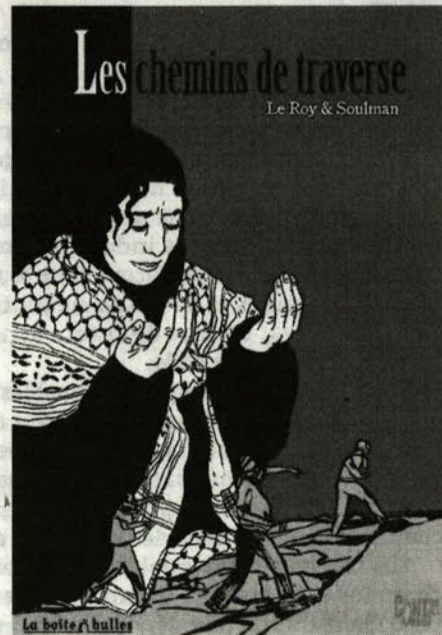
seule, le dessin occupant dès lors toute la place. Trois tons seulement sont utilisés : le blanc, le noir et la couleur sable. Ces ruptures graphiques à l'intérieur de la BD illustrent très bien les différences entre la vie d'Osama et celle de Nathan, lequel s'exprime d'ailleurs à travers un langage plus élaboré, voire universitaire, autre différence avec la première partie du livre.

On découvre donc Nathan, un Israélien, militant de l'organisation « Les anarchistes contre le mur ». Cette deuxième partie de la BD est en fait constituée de son témoignage dans une assemblée pacifiste. Il explique qu'il en est venu à militer car, dès l'âge de

14 ans, il s'est régulièrement rendu dans les territoires occupés, ce qui lui a permis de mettre des visages sur une réalité jusque là abstraite, qu'il ne connaissait qu'à travers les articles de journaux. À partir du moment où il a vu, il n'a plus fermé les yeux. Il s'est senti bien accueilli par les Palestiniens et a tissé des liens de plus en plus solides avec eux. Un événement majeur viendra renforcer encore ces liens. Lors d'une manifestation pacifique dans les territoires occupés, un militaire de Tsahal le met en joue. Nathan, sans arme, a beau lever les bras et dire à l'autre qu'il n'est pas dangereux, il reçoit une balle dans l'œil.

On a alors droit à la seule photographie de l'ouvrage : celle de Nathan comateux, l'œil gauche énorme, couvert d'ecchymoses et de points de suture. Soutenu par les Palestiniens pendant sa convalescence, il sort de cette expérience encore plus persuadé que le Taayoush (qui signifie « vivre ensemble » en arabe) est la seule voie valable. L'histoire de Nathan se termine sur des interventions de Noam Chomsky dénonçant la propagande gouvernementale israélienne. Une propagande efficace, puisque, en 2008, 91 % de la population israélienne soutenait le bombardement de Gaza.

Les chemins de traverse offrent en guise d'épilogue une longue entrevue de Michel Warschawski par Maximilien Le Roy. On y découvre l'évolution des mentalités chez les militants pacifistes des années 90 à aujourd'hui. Malgré le recul que constitue la construction du mur entre Israël et la



Palestine, Warschawski ne désespère pas. Il ne renonce pas non plus à son identité israélienne. C'est à partir d'elle qu'il parle, mais il souhaite que sa voix soit celle de l'ouverture : « Lorsque je contribue, avec mes modestes moyens, à faire émerger une voix (x/e) israélienne qui ne soit pas conflictuelle avec les Palestiniens, mais qui converge avec leur combat et leurs droits, alors je me sens bien en tant qu'Israélien. »

Au final, même s'il manque peut-être à cette BD quelques ponts entre les deux parties du récit, qu'on aurait aimées moins étanches, *Les chemins de traverse* livre une belle leçon de tolérance et, au-delà, ouvre une fenêtre sur autre chose que le fatalisme trop souvent entendu à propos de la situation en Palestine.

Maximilien Le Roy, Soulman, *Les chemins de traverse*, La boîte à bulles, Juin 2010

Le spectre de l'impôt post-universitaire

UNE FORME D'ESCLAVAGE PARTIEL

ERIC MARTIN

Il y a de ces idées qui ne cessent de ressurgir à l'écran au moment où on les croyait définitivement mortes. Il en est ainsi de l'impôt post-universitaire (IPU). Il faudrait avoir la tête dans le sable jusqu'au bassin pour ignorer que l'élite économique est actuellement en train de hausser les frais de scolarité pour adapter le modèle québécois de financement universitaire au modèle anglo-saxon commercial poussé par l'OCDE. 30 000 étudiant-e-s dans la rue en novembre sont sortis pour dire non. Le combat est donc en marche. Et c'est à ce moment que notre spectre fait son entrée.

Rappelons d'abord qu'au Québec, nous avons choisi de ne pas faire reposer le financement universitaire sur la philanthropie du *big business* et sur les coûts individuels. Nous avons en effet créé un système d'éducation sur le mode d'un *service public*. Celui-ci devait être financé à même les impôts progressifs, un mécanisme qui tenait compte de la capacité de payer, avec comme visée de redistribuer la richesse. L'éducation était ainsi financée par une génération qui donnait à la suivante dans un rapport de transmission. Elle n'était pas considérée uniquement un bien privé, mais un bien public dont la valeur d'usage (la culture) est jugée plus importante que sa valeur d'échange monétaire.

Bien sûr, même dans cette perspective, l'éducation est instrumentalisée pour stimuler la croissance du capital. Mais il y a tout de même une bonne différence entre ce modèle et le modèle anglo-américain d'éducation par capitalisation individuelle que veut importer ici l'élite. Le discours, incarné magni-

quement sous la plume de Yves Boisvert de La Paresse², souligne que l'éducation est d'abord un bien privé, et que ce sont les bénéficiaires qui devraient en supporter les coûts, c'est à dire les individus et les entreprises. Ce discours est calqué sur celui de Milton Friedman, crapule et économiste néolibéral, qui disait en 1962 dans *Capitalism and freedom* qu'il fallait dénationaliser l'éducation et en faire l'objet d'une transaction privée.

Or, même à supposer que les entreprises, âmes charitables et désintéressées, en financent une partie, le montant que devra déboursier un étudiant sera trop élevé pour ses maigres moyens. La solution de Friedman? Présenter l'éducation comme un investissement dans son capital humain personnel assorti de hauts retours sur investissement (gros salaires). On reconnaît là le *spin* de Line Beauchamp. Pour Friedman, l'État ne subventionne pas l'investissement et ne *taxe pas le «return»*. On voit ici apparaître l'idée que l'impôt progressif doit disparaître, au même titre que toute subvention publique à l'éducation.

Ne reste plus aux étudiant-e-s qui n'ont pas le capital de base pour entrer dans le jeu qu'à s'endetter en contractant un prêt à une institution financière. C'est alors la banque qui investit dans le capital humain de la personne. Quand une banque investit dans une machine, elle a ce capital fixe en garantie. Mais, comme le souligne Friedman, dans un état où ne règne pas l'esclavage, il est un peu difficile de saisir le corps d'un-e étudiant-e.

L'alternative est d'acheter une part actionnaire (*share, stock*) dans l'entreprise individuelle qu'est l'étudiant, sous la forme d'un droit d'accès à une part de ses revenus futurs. Selon Friedman, il s'agit d'acheter une action sur la «capacité d'obtenir des

revenus d'un individu, et donc d'une forme d'esclavage partiel». Voilà donc le concept de l'IPU chez Friedman. Plutôt que de financer l'éducation par l'impôt collectif ou redistributif, c'est l'individu-esclave qui vend à une banque des actions dans lui-même sous la forme d'une ponction garantie sur son salaire futur.

L'idée est apparue au Canada du temps de la réforme Axworthy, puis a fait des *comebacks* successifs dans la bouche des représentants de la FECQ/FEUQ, comme l'illustre cette citation récente : «Il suggère au gouvernement de trouver de nouvelles façons de financer les institutions postsecondaires plutôt que de demander un effort de plus à la classe moyenne (...). Léo Bureau-Blouin souligne (...) que les ponctions financières pourraient plutôt être faites lorsque les étudiants ont terminé leurs études et trouvent un emploi.»³

Impossible de recourir à l'impôt des particuliers les plus riches ou des entreprises? Tournons-nous vers l'esclavage partiel de Milton Friedman : l'IPU, au grand plaisir des banques, et endettons les individus en donnant leur salaire futur aux banques. Le mouvement étudiant ne doit pas être dupe : il n'y a pas de solution miracle : où alors l'éducation est financée par l'impôt progressif commun et la taxation des entreprises, ou alors par les individus qui devront s'endetter lourdement. *There is no alternative.*

1 Aussi appelé remboursement proportionnel au revenu (RPR)
2 <http://www.cyberpresse.ca/chroniqueurs/yves-boisvert/2011/10/01-4466710-la-valeur-de-leducation.php>
3 http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2011/11/10/001-manifestation_etudiante-contre-hausses-frais_scolaire.shtml

Mort de Khadafi

La plupart des observateurs considèrent que son lynchage a été mieux exécuté que sa dernière chirurgie esthétique.

MUSIRONIE

SCOOP

TVA affirme que Rencontres paranormales est un simple divertissement comme le Banquier et le TVA 17 heures.

MUSIRONIE

Bipartisme

Le Président américain Barack Obama met en garde les citoyens contre les tentatives de manipulation des Républicains, et réaffirme que les Démocrates sont encore les mieux placés pour embobiner la population.

MUSIRONIE

LA CHRONIQUE À MARDINEAU & DUHAINE

Pour en finir avec la jeunesse chialeuse

La chronique des Dupond et Dupont de la bêtise journalistique québécoise

DUHAINE

Les étudiants québécois paient les frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord en déboursant approximativement 3 000 \$ par année, comparativement à de 12 000 à 50 000 \$ dans les universités américaines. Mais pendant que leurs vis-à-vis studieux du Sud s'acharnent à leurs études, les étudiants québécois perdent plutôt leur temps à défilier dans la rue avec des pancartes bourrées de fautes d'orthographe.

C'est que la jeunesse québécoise a été élevée par des parents baby-boomers-grisonnants-anciens-hippies-de-mai-'68-qui-envoyaient-leurs-enfants-à-l'école-alternative-ou-y'a-pas-de-notes à grande dose d'idéalisme subventionné par l'État.

Et aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens de cet idéalisme illusoire. Déjà qu'il faut payer pour les largesses des générations passées, qui ont nationalisé l'hydro et créé la CRSTT, et prendre en charge l'iniquité générationnelle laissée derrière par des retraités exilés en Floride sur le dos de nos impôts.

Il faut permettre une révision en profondeur de notre modèle d'éducation. Que ceux qui en ont les moyens, étudient. Que les autres travaillent. Ou qu'ils acceptent d'étudier dans des programmes partenariats études-travail subventionnés par les grandes industries pour former une main-d'œuvre arrimée à leurs besoins. De toute façon, tout le monde sait que les étudiants en arts, en science humaines et en lettres ne sont que de futurs assistés sociaux, de futurs fonctionnaires, ou pire de futurs syndiqués. Et nous n'avons besoin, comme société, d'aucun des trois.

Si les étudiants ne sont pas capables d'assumer les coûts de leurs études, c'est qu'ils s'y sont mal préparés. Il faut leur donner une bonne leçon de responsabilisation, pas en les excuser à coups de subventions. Si les jeunes avaient investis dans des REEE dès leur naissance, ils n'en seraient pas là aujourd'hui le ventre creux. Mais non, ils étaient trop occupés à se gaver au sein de la société keynésienne qui, comme une bonne mère de famille, en donne toujours trop à ses enfants.

Les citoyens-contribuables québécois sont aujourd'hui pris en otage par les chamans de la gratuité scolaires, ces leaders étudiants à temps partiel déconnectés de la réalité. Il faut dénoncer ces gardiens des privilèges éhontés qui font toujours tout pour protéger indéument ce qu'ils considèrent comme leurs acquis.

Brainwashés par les monopoles syndicaux, ces jeunes leaders étudiants cariburent aux promesses d'emplois futurs au sein des grandes centrales, parce qu'évidemment, avec un baccalauréat en «histoire, culture et société» il n'existe que très peu d'autres perspectives d'employabilité. Pour faire mousser leur capital politique, ces jeunes leaders suivent aussi aveuglément l'agenda islamiste caché de Québec solidaire, tandis qu'en échange le moudjahid du plateau fait acte de présence dans leurs manifestations pour essayer de les faire gagner en sympathie auprès des matantes de la FFQ impressionnées par la rhétorique douteuse du député-lanceur de chaussure à l'accent fin.

Et la cause de toute cette indignation étudiante... une maigre hausse de 1625 \$ sur cinq ans : beaucoup moins que leur budget annuel de bière et les coûts de leur i-gadgets et de leurs ordinateurs portables. Bloquer des rues et déranger des honnêtes contribuables pour 1625 \$, voilà l'adage de la jeunesse chialeuse d'aujourd'hui qui, à défaut de gains obtenus à la sueur de son front, a toujours tout obtenu cru dans le bec. Et ces oisillons nous préviennent d'une mobilisation d'envergure imminente à l'hiver...

Retournez donc plutôt sur les bancs d'école, rien n'a jamais été gagné en faisant la grève.

Et ceux qui lanceront des roches dans la rue : gazez-les tous. Et servez-les en brochettes aux pauvres. Une pierre. Deux coups.

Entre diurne et nocturne

YOURI ANDREÏEVITCH

Je me suis levé ce matin à l'aube. J'aime bien voir le ciel montréalais prendre un peu de couleur. Ça compense un peu -mais seulement un peu- pour le génocide des étoiles. J'étais là, sur le petit balcon au troisième étage, à fumer une cigarette. C'est une indienne. Il paraît que c'est mal d'encourager la contrebande, mais ça me coûte beaucoup moins cher. Même s'il faut bien avouer que ce n'est pas très bon. En fait, j'ai l'impression de ne pas avoir ma dose de nicotine. Ça ne fait rien ; le rituel compte pour quelque chose. Plusieurs me disent que fumer va me tuer, que je dois arrêter tant qu'il en est encore temps. Ces personnes ne comprennent pas que c'est aussi un peu le but de la chose.

J'ai fini, j'écrase ce qui reste dans la conserve qui sert de cendrier puis je rentre dans le salon de mon ami où je «squat» quelques temps. C'est que je n'ai pas de logement, faute d'argent pour le loyer. C'est cher, Montréal. Beaucoup plus dispendieux que là d'où je viens : des vieilles montagnes râpées du Nord, comme disait l'autre. Alors je vivote d'ami en amie. Je suis venu à la métropole pour étudier. J'ai fait science po jusqu'à ce que je sois écoeuré des discussions où après l'incontournable question de mon domaine d'étude, j'avais droit au sempiternel : «Ah, tu veux aller en politique!». Non, je ne veux pas aller en politique ; j'aime les idées, pas les partis. J'ai donc quitté science po en sauvant les meubles, avec une mineure en poche et mes principes saufs.

J'ai eu la chance inouïe de trouver un emploi que j'appréciais, dans le milieu associatif étudiant. Pas à Montréal, on dirait qu'il n'y a jamais rien ici. Non, plus loin, dans les Laurentides. J'y suis resté autant que j'ai pu, mais voilà : je me sentais inachevé. J'avais besoin de faire autre chose. Je suis retourné à l'université, en littérature cette fois. C'est beau, la littérature. C'est regarder au-delà des mots, explorer plusieurs sens. C'est un peu comme faire l'amour. Peut-être même en mieux. Mais dans une société de patrons et de gestionnaires, les livres, ça fait tache. Il faut des chiffres, parce que c'est ça le vrai monde : celui des adultes, celui des affaires. Dans ce monde-là, on ne discute pas sur l'essence de l'existence ou la beauté d'un corps nu au soir venu, on place l'individu dans de petites colonnes chiffrées. Bien étroites, comme des cellules. C'est un univers bien déprimant que celui où le flic est un agent de la paix, le militaire un héros, le citoyen un agent économique... le poète un polytoxicomane.

J'ai plusieurs identités : un étudiant sans le sou ; un SDF pouilleux, mais sans poux ; un amant par à-coups ; un marginal par-dessus tout ; un idéaliste, par bouts... Il y a pourtant une chose que je ne suis pas : un privilégié. C'est pourtant ce qu'aimeraient me faire croire les barytons économiques, barons de la bassesse journalistique et autres trapézistes ministériels. Parce que je vais à l'université, pour l'instant du moins. D'aussi loin que je puisse remonter dans ma triste généalogie, c'est d'ailleurs moi qui suis le premier à me rendre aussi loin. Et me sens presque honoré. Presque. Et il paraît que cela me rendrait plus riche. Je ne sais pas si quelqu'un parmi vous a déjà tenté d'éviter de payer son loyer en entretenant son propriétaire de la valeur d'usage ou le perdre dans le champ sémantique de la gratuité? Un petit huissier m'a susurré à l'oreille que ça ne fonctionne pas très bien. Alors on sort à notre tour des chiffres. Et on peut entendre des «oohh» et des «aaah» dans l'audience. Pas que ce soit très beau, des chiffres, même et surtout accompagnés de pompeuses phraséologies comptables ou économistes. Non, mais c'est pragmatique. Ce fut là la plus fantastique fraude des puissants : courber le réel, le soumettre tout entier au numérique et enfin, exclure les utopies comme telles de ce monde, devenu leur.

Mesdames et messieurs les somnambules, camarades funambules, ce combat ne se gagnera pas dans la cour du Roi-«nu». Il ne sert à rien d'espérer infléchir les esprits par la droite ou la gauche. Tout cela n'est que procédés rythmiques.

Un autre monde est possible? Un autre mot l'est aussi.

Si nous pouvions agir par désir, tout réclamer par plaisir et non plus par morne nécessité, serions-nous taxés d'idéalistes déconnectés de «la réalité» que ce serait déjà une victorieuse jouissance, et une jouissance victorieuse. Car nous aurons été subversifs comme seule la jeunesse peut l'être. Une jeunesse qui ne se compte pas en années, qui ne se compte pas du tout.

Je ne sais plus pourquoi je voulais vous écrire tout ceci. Pour que nous cessions d'être l'incarnation (post) moderne de Sisyphe? Pour vous presser de changer de réalité, de quitter ce monde «adulte» sclérosé et d'essayer de vivre le peu de temps qui nous reste? Un peu tout ça, mais au fond on s'en fout. Ce n'est certainement pas moi qui écrirai un nouveau Refus global. Quitter la route et marcher par la forêt ne ferait pas de nous des enfants perdus. Et quand bien même, entre égarement et évasion il n'y a qu'un pas.

Z'auriez pas une cigarette?

Sport

Le Canadien de Montréal aurait offert Scott Gomez au PQ, en échange de Pauline Marois.

MUSIRONIE